



Les sandales de Willibrord

Un scoop archéologique provoque une crise politique dans la plus ancienne ville du Grand-Duché. Chronique epternacienne

Expérimentation vs. lisibilité

Après 25 ans d'activité, le Casino Luxembourg a bien changé. État des lieux avec son directeur, Kevin Muhlen

Demnächst in der Notaufnahme

Ab nächstem Dienstag sollen CHL und Hôpital Kirchberg gemeinsam Notdienst leisten. Ohne uns, sagen die Psychiater/innen beider Spitäler

« Amitié éternelle »

La Serbie est-elle le nouveau cheval de Troie de Pékin ?

Metropole in the Making

Mit einer Internationalen Bauausstellung will Claude Turmes die Weichen für eine grenzüberschreitenden Metropole im Süden Luxemburgs stellen

Photo : Collection privée



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#21

68. Jahrgang
28.05.2021



4,50 €



Looking for
Siggy : Fouille
archéologique à
Echternach



Les sandales de Willibrord

Bernard Thomas

Un scoop archéologique provoque une crise politique dans la plus ancienne ville du Grand-Duché. Chronique epternacienne

« **Onse Siggy** » Les pluies torrentielles de cette semaine ont failli emporter une partie des murailles millénaires fraîchement excavées. Ce mardi à Echternach, la chargée d'études au Centre national de recherche archéologique (CNRA), Christiane Bis-Worch, est en pourparlers avec les ouvriers d'une firme de construction. Quelques minutes plus tard, le conducteur d'une pelleteuse fait preuve d'un admirable doigté, déversant quelques mètres cubes de terre pour stabiliser les murs. Quand on lui a demandé de faire des sondages en-dessous de l'ancien Hôtel Petite Marquise, en plein centre d'Echternach, à un jet de pierre de la basilique, elle aurait réagi comme « le chien pavlovien », se rappelle l'archéologue médiéviste. À l'arrière de l'hôtel, l'équipe tombe sur des bouts de murailles. « Quelque chose en moi a dit : *Déi Mauer do ass extra !* », se rappelle Bis-Worch. Il s'avérera que la muraille date du X^e siècle et fait partie d'un grand ensemble urbanistique remontant au temps de Sigefroid *himself*. Une découverte exceptionnelle, un peu comme retrouver une des sandales de Willibrord ou la chemise de nuit de Sainte Irmina.

L'ensemble excavé a la forme d'un trapèze. Sa situation stratégique, son envergure, son matériel de construction, la profondeur de ses fondements, tout semble indiquer qu'il s'agissait d'un bâtiment représentatif. La présence d'un immense four et d'une grande cuisine amènent les archéologues à conclure à une ferme abbatiale, en lien direct avec le monastère fondé en 698 par Willibrord. Sur le terrain, les fouilles sont assurées par Daniele Marincola, un employé de Doku Plus Sàrl, un prestataire privé de services archéologiques. Le jeune archéologue, qui a grandi et étudié à Francfort, évoque un site « remarquable et remarqué au niveau européen ». Mais il ne veut pas trop s'avancer sur le terrain des interprétations. Celles-ci restent embryonnaires et feront l'objet d'une multitude de révisions dans les décennies et siècles à venir. À condition que le site ne soit pas rasé d'ici là.

Christiane Bis-Worch a d'emblée mis les murailles en relation avec les deux superstars de l'histoire médiévale luxembourgeoise que sont Sigefroid et Willibrord. Des tas de pierres, encore à moitié ensevelis sous la boue, se voient ainsi chargés de l'aura du mythe fondateur national. Le ministre de l'Instruction publique, Nicolas Margue, avait résumé celui-ci à la veille de l'Occupation nazie : « Si le pays doit de vivre à Sigefroid, c'est à Willibrord qu'il doit de bien vivre ! ». (En réalité, Sigefroid, dont les historiens ignorent presque tout, n'était pas « le premier comte du Luxembourg » et encore moins « le fondateur du Grand-Duché », deux titres totalement anachroniques, mais un simple représentant du roi Otton résidant entre Trèves et Thionville.)

Bis-Worch établit une relation directe entre « onse Siggy », qui fut le dernier abbé séculier d'Echternach, et le site archéologique. Son hypothèse de travail, assure-t-elle, serait issue d'une « chaîne d'indices sans faille ». L'archéologue propose de considérer le bâtiment comme une sorte de résidence secondaire du comte Sigefroid qui, suite à la réforme administrative d'Otton I^{er}, se préparait à rendre l'abbaye d'Echternach aux moines. (Une cession qui ne sera actée qu'en 1041, soit cinquante ans après la mort de Sigefroid.)

L'archéologue met les murailles romanes en relation avec les deux superstars de l'histoire médiévale luxembourgeoise : Willibrord et Sigefroid. Des tas de pierres se voient ainsi chargés de l'aura du mythe fondateur national

froid). Jusque-là, les monastères étaient attribués par le souverain aux *friends and family*, une sorte de remerciement pour bons et loyaux services. Les nobles pouvaient en tirer prestige et revenus. « In den innerfränkischen und innerlotharingischen Wirren war das Kloster Echternach zum Spielball der adligen Sippen geworden », note le médiéviste Michel Margue dans *Die Abtei Echternach 686-1998*. La pratique sera considérée comme une « usurpation » à partir du XII^e siècle, et apparaît un peu comme l'équivalent médiéval d'une nomination politique aux conseils d'administration de Cargolux ou d'Arcelor-Mittal.

Les sources historiques mentionnent l'existence d'une ferme abbatiale sans en fournir la localisation précise. « On savait qu'elle existait, mais on ne savait pas où. » Bis-Worch pense l'avoir trouvée derrière la Petite Marquise. Situé à quelques mètres du marché, le site a probablement servi de centre d'exploitation agricole et de grange dimière. Une sorte de bureau d'imposition sous forme d'Agrocenter. Les paysans travaillant les champs appartenant à l'abbaye, qui concentrait une énorme partie du foncier de la région, venaient y déposer leurs impôts en nature.

Fuyant le feu en 1444, les habitants de la ferme abbatiale ont laissé derrière eux des pièces de monnaie et une bague en or. Ce grand incendie qui a ravagé Echternach fait le bonheur des archéologues. Car la couche carbonisée aura préservé ce qui se trouvait en-dessous : les fondements du Haut Moyen-Âge.

Freeze Echternach est une des seules communes du Luxembourg à ne pas avoir connu une explosion démographique au cours des dernières décennies. Sa population reste coincée autour de 5 600 habitants. Au début du XIX^e siècle, Echternach était une des principales villes du pays avec quelque 3 250 habitants. Au début du XXI^e siècle, elle est dépassée par sa voisine Junglinster, dont le nombre d'habitants a été multiplié par quatre sur les deux derniers siècles, et risque de se faire rattraper par Grevenmacher. Une blessure narcissique pour « la

plus ancienne cité du Grand-Duché ». Cette stagnation est en partie due à la topographie d'une ville frontalière située dans une vallée. Mais d'autres facteurs, sociologiques, y ont également contribué : La concentration foncière entre les mains de propriétaires que rien n'incite à mobiliser leurs terrains.

Aux yeux du maire d'Echternach, Yves Wengler (CSV), la non-extension du périmètre constructible a constitué « une erreur dramatique » : « Les enfants d'Echternach ne peuvent plus se loger à Echternach ». Avec comme résultat que les associations locales peineraient désormais à remplir leurs comités. Le nouveau PAG, tardivement voté en octobre, prévoit 33 hectares de nouvelles parcelles constructibles, et vise à moyen terme une population de 8 000 habitants.

Or, les travaux de terrassement qui viennent de démarrer dans les anciens « Oachtergärt », des jardins datant du XVII^e siècle où devront naître 122 immeubles destinés aux « jeunes familles », provoquent la résistance des riverains établis. Dans une lettre à la rédaction publiée au *Wort*, une habitante utilise un champ lexical qui rappelle celui de la guerre aérienne, et peint une image digne de Guernica : « Bilder von unsagbarer Brutalität und Gewalt : Uralte Baumriesen liegen gefällt und zerstückelt da, die steinernen Gartenhäuschen, Zeugen vergangener Zeiten, werden dem Erdboden gleichgemacht [...] » L'Epternacien octogénaire Georges Calteux, qui avait dirigé le Service des sites et monuments nationaux (SSMN) entre 1982 et 2004, puis, lui, dans la vulgate du *Kulturpessimismus*. Interrogé sur la protection du patrimoine à Echternach, il évoque un manque de « conscience identitaire » : « Nous ne savons plus qui nous sommes. Nous n'arrivons plus à nous identifier avec notre patrimoine. Notre matérialisme emporte tout. » En comparaison nationale, Echternach fait pourtant plutôt bonne figure. C'est du moins ce qui ressort d'un tableau établi par le SSMN qui compare le nombre d'immeubles identifiés comme dignes de protection et les immeubles effectivement classés par les communes dans leur PAG. Pour Echternach, ce rapport se situe à 447 sur 494.

Dans sa jeunesse, Yves Wengler a remporté une flopée de championnats nationaux, toutes catégories confondues, en ski nautique. Le maire est réputé pour son entêtement. Même si l'enseignant au Lycée des Arts et Métiers a fait une croix sur sa carrière politique nationale (aux législatives de 2018, il a fini dernier sur la liste CSV), il compte se représenter aux prochaines élections communales. Wengler tente de se distinguer de ses prédécesseurs en tant que maire dynamique et impatient, décidé à rompre avec une longue période de calme gestionnaire et d'inertie politique. Il disserte sur les avantages d'une « démocrature » qui permettrait « d'avancer plus vite », à condition que le dictateur soit « sincère ». « Si on attend toujours d'avoir un consensus, on n'avance pas. J'essaie de le trouver, mais si cela s'avère impossible, il faut que la majorité tranche. » Et d'évoquer son lointain prédécesseur, le député-maire et ministre Robert Schaffner (DP), qui gouvernait la ville entre 1970 et 1979, et avec lequel il se voit une affinité élective : « J'ai des traits [de caractère] semblables ».

Or, dans les annales locales, le nom de Schaffner reste surtout attaché à la destruction du « Löschenhaus ». Cette villa baroque du XVII^e siècle fut entièrement rasée en mai 1977 pour faire place à un lac artificiel censé booster un tourisme en perte de vitesse. Schaffner n'avait jamais compris l'intérêt à sauvegarder ce patrimoine. Confronté à un conseil communal récalcitrant, il promit la reconstruction, pierre par pierre, de la villa à un autre lieu. Ce projet ne sera jamais mis en exécution, mais assurera au maire une majorité. Un leurre en somme. L'historien Denis Scuto a récemment qualifié de « péché originel » en matière de non-protection du patrimoine cet « acte de vandalisme ».

Schandfleck Pour les Epternaciens, la Petite Marquise est une vieille histoire sentimentale qui a mal tourné, une déchirure. La bourgeoisie locale s'y rencontrait pour prendre l'apéro sur la terrasse. Dans les années 1990, deux frères d'Echternach rachètent l'hôtel-restaurant, qui venait de fermer ses portes. Durant plus de vingt ans, un feuilleton les opposera à la commune. Les deux nouveaux propriétaires – l'un architecte, l'autre entrepreneur – ne se montraient pas particulièrement pressés de vendre. Des travaux sont lancés puis arrêtés, des rancunes naissent, le dossier se grippe, tout s'arrête. L'ancien haut-lieu mondain se dégrade en un taudis infesté de rats. La presse évoque sporadiquement un « Schandfleck », une « Gammel-Immobilie » donnant sur la place emblématique de la ville, la « gudd Stuff » d'Echternach. Bordée d'une trentaine de maisons remontant aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, la place du marché constitue en effet le cœur de la ville. Six artères y débouchent en ligne indirecte.

Les frères propriétaires auront finalement obtenu un montant exorbitant, plus lié à l'urgence politique qu'aux réalités du marché. En mars 2017, la commune signe l'acte notarié et rachète la ruine pour 3,2 millions d'euros. Le prix à payer pour débloquer la situation. La Petite Marquise est détruite quelques mois plus tard. Un nouvel immeuble à façade historisante devrait la remplacer, mais les travaux traînent. Le conseil échevinal estime pouvoir rentrer dans ses frais en vendant les appartements au prix du marché, mais veut rester propriétaire des commerces au rez-de-chaussée. Pour pouvoir réaliser le projet, il doit également s'arranger avec le propriétaire d'une maison située à l'arrière de la Petite Marquise. La commune lui promet une demi-douzaine d'appartements une fois la nouvelle résidence terminée. En attendant la livraison, elle s'est engagée à verser 8 000 euros par mois au propriétaire. Une solution provisoire qui risque de durer.

Le maire a investi une bonne partie de son capital politique dans ce projet immobilier, censé illustrer le nouveau slogan marketing d'Echternach : « Une ville en mouvement ». Lorsqu'en février, Christiane Bis-Worch se présente devant le conseil échevinal, « un peu excitée et hautement enthousiasmée », pour annoncer que ses équipes venaient de tomber sur une installation très ancienne derrière la Petite Marquise, le maire pressent que son projet immobilier est en péril.

Du passé faisons table rase Le 10 mai, en amont d'une séance du conseil communal, Yves Wengler se fend d'une interview avec *RTL-Télé*. Si cela ne dépendait que de lui, dit-il, « le projet serait réalisé comme prévu ». « On arracherait tout... Deux niveaux de parkings souterrains, des surfaces commerciales et au-dessus des logements ». La petite phrase, diffusée dans le journal télévisé sous le titre « E Willibrord dee kee wëll ? », n'aurait fait qu'exprimer son « opinion personnelle », dit le maire aujourd'hui. Il évoque les contrats signés avec les firmes de construction et les « promesses » données aux futurs acquéreurs, dont certains ont déjà placé leur réservation. « C'est ma signature sous ces contrats. Elle m'engage légalement ».

Devant le conseil communal, Wengler se montrera plus conciliant que devant les caméras de *RTL* quelques minutes plus tôt. D'un côté, en tant qu'Echternachoïse, on serait évidemment « houfreg » de trouver quelque chose de « historiquement précieux » : « dat ass jo flott. » Mais, d'un autre côté, la commune aurait doré et déjà déboursé 5,7 millions d'euros pour le projet immobilier : « C'est un peu difficile de l'abandonner maintenant ». La ministre de la Culture, Sam Tanson (Déi Gréng), avait promis de « largement subventionner » la commune en cas de classement. Wengler exige que la ministre de la Culture précise doré et déjà par écrit ce qui arrivera après un éventuel classement. « Après les élections de 2023, on risquera de ne plus avoir les mêmes interlocuteurs. Personne ne saura alors ce qui a été dit ».

Lors du tour de table qui suit, la plupart des conseillers de la majorité CSV-LSAP se montrent très peu enthousiasmés par le scoop archéologique. Luc Birgen (LSAP) considère qu'Echternach « est pleine de sites archéologiques » : « Do fënnt een ëmmer iergendwou eppes ». Estimant que la Petite Marquise « a joué un rôle néfaste dans la politique d'Echternach depuis 1996 », son collègue socialiste Jean-Claude Strasser propose de « sceller tout simplement tout le terrain » : « Il faut tout analyser, et puis, *op gutt Lëtzebuergesch gesot, zoutippen*, et simplement construire au-dessus ».

L'opposition insista sur la « plus-value » touristique » des fouilles, lançant notamment l'idée d'un musée. « Au début, on se dit bien sûr : 'Oh mon Dieu, c'est vraiment une *never-ending story*. Mais peut-être que ce sera un *happy-end*. Même si ce n'est pas celui que nous imaginions », dit Carole Zeimet (Déi Gréng). L'élue DP, Carole Hartmann, parle « d'un cas de force majeure, externe à notre volonté » et plaide pour une bonne collaboration avec le ministère de la Culture : « Car je ne vois pas comment nous n'allons pas avoir un classement. »

Wat ass do de Spektakel ? Wengler sait pertinemment que le site finira classé. « Je me suis résigné à mon sort, mais je n'en suis pas content », dit-il, un brin boudeur. La Commission des sites et monuments nationaux (Cosimo) vient d'émettre un avis positif que la ministre de la Culture sera quasiment obligée de suivre. Pour des sites archéologiques, les demandes de classement sont extrêmement rares. Un signe que les archéologues estiment qu'il s'agit d'un lieu majeur de l'histoire du pays. Sam Tanson se dit surprise des réticences du conseil échevinal qui, en avril encore, aurait eu « une position relativement positive par rapport à un classement ». Elle refuse de se fixer dès à présent sur un projet précis, et évoque la constitution, « aussi vite que possible », d'un groupe de travail réunissant la commune d'Echternach, ministères et experts. La ministre y voit « l'occasion d'une réflexion sur le site d'Echternach dans son ensemble », « un concept global » qui présenterait la ville « dans son contexte général ».

Alors que Sam Tanson promet une décision sur « la direction à prendre » dans un délai « relativement rapide », Wengler reste sceptique : « *Wenn ich nicht mehr weiter weiß, bild ich einen Arbeitskreis...* Si l'État parle d'un groupe de travail, c'est que d'ici dix ans, il n'y aura toujours rien. » Il ne croit pas que le site archéologique représente une réelle plus-value touristique. « *Wat ass do de Spektakel ?* Combien de gens trouveront cela intéressant ? Combien de touristes vont dans les musées et veulent voir ça ? » Wengler avoue ne pas disposer de sondages fiables sur les raisons qui amènent les visiteurs dans sa ville. Mais il considère que la plupart seraient des « touristes normaux », venus pour

des randonnées. Des propos étonnants de la part d'un maire qui vient d'introduire un dossier à l'Unesco dans l'espoir de voir sa ville reconnue patrimoine mondial.

La piste d'un musée soulève un autre problème : Les manuscrits enluminés fabriqués à l'abbaye ont été réquisitionnés en 1802 par la jeune République française. La plupart de ces livres anciens se trouvent désormais à Paris, d'autres à Nuremberg ou à Upsal. À Echternach, il ne reste donc plus grand-chose à exposer, sauf des fac-similés. Afin de donner un corps muséologique à l'histoire médiévale, il faudrait donc recréer virtuellement les *scriptoria* et manuscrits. Sans parler des vestiges archéologiques datant de l'époque romaine et romane, et visuellement assez fades.

Mais en réalité, ce qui tracasse le maire, c'est la peur de se lancer dans une nouvelle « aventure financière » à l'issue incertaine. « J'entends qu'en cas de classement, l'État nous donnera des sub-sides. C'est exactement ce que je ne veux pas. Car cela voudrait dire que la commune sera le maître d'ouvrage. Et ça, nous n'allons certainement pas le faire. Financièrement, on ne pourra pas le supporter. Ce sera à l'État d'endosser ce rôle. » Le maire d'Echternach se dit encore marqué par l'expérience du Trifolion, dont la construction a fini par coûter deux fois plus qu'initialement

prévu. « Et c'est sans parler des coûts ultérieurs... Toutes les institutions culturelles sont déficitaires, hautement déficitaires ! Et nous ne sommes vraiment pas une commune riche. » À l'heure actuelle, un simple plancher transparent avec une plaquette explicative, situé à l'arrière d'un projet immobilier aux dimensions réduites, semble donc se profiler comme solution de facilité. Un compromis qui, finalement, ne va satisfaire personne.

Old Boys Echternach présente probablement la plus haute densité en patriotes locaux. Le Willibrordus-Bauverein se constitue en 1861, une Société d'embellissement est créée en 1880. Les études epternaciennes constituent un sous-genre entier de la nébuleuse « Luxemburgensia ». Le Lycée classique d'Echternach a produit une armada d'experts en histoire locale : Jean Engling, Nicolas Goetzinger, Paul Spang, Jos Massard, Georges Calteux, Pierre Kauthen, Jean Schroeder, Henri Trauffer. Cumulés, ces abbés de l'historiographie auront pondu des dizaines de milliers de pages sur Echternach, son abbaye, sa procession dansante, son dialecte, son saint patron. Ces professeurs du lycée d'Echternach sont, pour la plupart, eux-mêmes des anciens élèves du lycée d'Echternach, une reproduction en vase clos.

Ces *Bildungsbürger*, conservateurs du patrimoine (catholique), pèsent encore dans la vie politique locale. Or, ils apparaissent comme les derniers représentants d'une tradition en voie d'extinction. Marginalisée par l'émergence de l'Uni.lu et l'internationalisation des réseaux de recherche, la génération actuelle des historiens locaux, pour la plupart septuagénaires, n'a pas trouvé de successeurs. Les jeunes profs du lycée classique n'habitent plus Echternach, les liens organiques entre le gymnase et la ville se sont dissous. Or, il y a un réseau qui, étonnamment, est sorti indemne du XX^e siècle, c'est celui des enfants de chœur. À Echternach, les messes sont célébrées avec jusqu'à trente servants d'autel, et le conseil communal compte deux élus se revendiquant des Echternacher Massdéiner : Ricardo Marques (CSV) et Ricardo Filipe-Pacheco (Déi Gréng). Affichant 70 membres, l'association ne connaît pas de limite d'âge et compte parmi les principaux influenceurs de la politique locale. ●



« Schandfleck » dans le salon epternacien : La Petite Marquise en 2014

Vue actuelle sur la Place du marché depuis le chantier de la Petite Marquise



Le plus simple serait de tout « zoutippen », dit le conseiller LSAP Strasser

Le maire d'Echternach, Yves Wengler, en 2017



LEITARTIKEL

Produktion und Verbrauch

Peter Feist

Noch immer liegt der Entwurf für jene großherzogliche Verordnung nicht vor, die bestimmt, wie Luxemburg sein Treibhausgas-Reduktionsziel bis 2030 erreichen soll. Nur das große Ziel steht bisher fest: Gegenüber dem Vergleichsjahr 2005 sollen es bis Ende des Jahrzehnts 55 Prozent weniger sein. Das nahm die Regierung sich in ihrem Koalitionsvertrag vor und so steht es auch im Klimagesetz vom 15. Dezember 2020.

Dass für die Klima-Verordnung noch nicht mal ein Entwurf herausgegeben wurde, um diskutiert zu werden, ist kein gutes Zeichen. Zum einen, weil das 55-Prozent-Ziel schon seit dem 1. Januar gilt. Zum anderen, weil man sich fragen muss, was DP, LSAP und Grüne sich dabei dachten, als sie es im Dezember 2018 in ihren Koalitionsvertrag schrieben. Denn vonseiten der EU waren Luxemburg damals minus 40 Prozent aufgetragen. Das ist noch heute so und kommt aus einer unionsinternen „Lastenteilung“: Mitgliedstaaten mit hohem Bruttoinlandsprodukt werden relativ größere Anstrengungen abverlangt. Nur für Schweden gelten ebenfalls 40 Prozent. Die zweite DP-LSAP-Grüne-Koalition machte Klimapolitik über die EU hinaus, als sie auf das nationale Ziel noch 15 Prozentpunkte drauflegte. Das sah verantwortlich aus. Wenn heute dagegen noch immer nicht klar ist, wie das Ziel erreicht werden soll, drängt sich der Schluss auf, die Regierung hoffte, vor allem eine Wende hin zur Elektromobilität und ein Abbau des Tanktourismus würden es richten. Und dass sie davon ausging, der Ausfall an Mineralölsteuereinnahmen werde sich schon wegstecken lassen, so voll wie die Staatskasse vor Corona war.

Verantwortliche Klimapolitik aber müsste noch andere Tatsachen in den Blick nehmen. Das Hin und Her um Reduktions-Prozentwerte kommt daher, dass Treibhausgasemissionen seit dem Kyoto-Protokoll als „Produktion auf einem Territorium“ verbucht werden. Deshalb schlagen Dieselverkäufe an durchreisende LKW-Fahrer auf die Luxemburger Bilanz, obwohl der Sprit im Ausland verbraucht wird. Aber würde aufgerechnet, was Luxemburg selber verbraucht, sähe die Bilanz noch verheerender aus: Das Online-Portal *Ourworldindata* vermittelt einen Eindruck davon. 2018 wurden in Luxemburg 9,57 Millionen Tonnen CO₂ „produziert“. Dagegen wurden 23,07 Millionen Tonnen „konsumiert“. Das heißt, um 141 Prozent lagen die auch mit Importen nach Luxemburg verbundenen Emissionen über dem hier produzierten und exportierten CO₂.

Der Import-Export meint die „grauen“ Emissionen, die im globalisierten Kapitalismus um die Welt gehen: Jedes in China produzierte Elektrogerät, jedes in Bangladesh genähte Textil, verursacht dort Emissionen. Dagegen profitieren jene Länder, die diese Produkte importieren davon, dass die Emissionen im Ausland anfallen. Weil Undank bekanntlich aller Welt Lohn ist, wird China beschuldigt, Riesenemissionen zu verursachen. Wer auf Luxemburg schaut, mit seiner „offenen Wirtschaft“ und seiner zahlenmäßig kleinen Bevölkerung, stellt fest, dass die pro Kopf umgerechneten Verbrauchs-Emissionen Stand 2018 mit rund 50 Tonnen so hoch waren wie in keinem anderen Land der Welt. Und höher als die der USA und Chinas pro Kopf zusammengenommen.

Was man aus diesen Statistiken schließen kann, ist ungefähr das: Sie handeln auch von dem, was der „ökologische Fußabdruck“ genannt wird. Sie geben einen Eindruck davon, dass das „Klimaproblem“ nur ein Aspekt einer viel größeren ökologischen Krise ist. Denn so, wie Emissionen „outsourced“ werden, weil sie aus den Produktionskosten externalisiert sind, findet generell ein Raubbau an Ressourcen statt, in erster Linie aber in billigen „Produzentenländern“.

Deshalb liegt eine ökologische Bringschuld in erster Linie bei den reichen Ländern. Wie die jüngsten Klima-Berichte von Wissenschaftlern zeigen, reichen die bisherigen Politiken hinten und vorne nicht, um die Temperaturzunahme so zu begrenzen, wie das Pariser Abkommen es 2015 festhielt. In Luxemburg dagegen ist noch nicht mal klar, wie gemindert werden soll, was hier „produziert“ wird.

SOZIALES

Eine Art Drittzahler

„Etikettenschwindel“ nannte René Pizzaferrri, Präsident der ASBL Patientevertriedung, vergangene Woche im *Radio 100,7* das geplante „Païement immédiat direct“. Damit sollen künftig auf digitalem Weg Rechnungen bei Arzt/innen und anderen Dienstleistern beglichen werden. Sie erhielten den Kassenanteil der Rechnung dann direkt von der CNS überwiesen. Den Patient/innen würde nur eine Eigenbeteiligung abgebucht, falls sie anfällt. Dass die Patientevertriedung laut Pizzaferrri stattdessen weiterhin den *Tiers payant généralisé* fordert, kann insofern überraschen, als die ASBL dem OGBL nahesteht und die Gewerkschaft mit dem digitalen Bezahlssystem einverstanden ist. Das sei sie noch immer, so Carlos Pereira, Mitglied der OGBL-Exekutive und des CNS-Verwaltungsrats, gegenüber dem *Land*. „Vorausgesetzt, die digitale Lösung bietet den Patienten praktisch dasselbe wie der *Tiers payant*. Dann ist uns egal, wie das neue System heißt.“ Auch dürfe es Patient/innen nicht benachteiligen, die kein Smartphone besitzen oder eine Rechnung von einem Arzt erhalten, der seine Praxis nicht mit der Bezahl-Software ausgestattet hat. „Die CNS arbeitet noch an einer Lösung dafür.“ In Betrieb gehen soll das digitale Bezahlen rechtzeitig vor den nächsten Wahlen. Gäbe es Probleme damit, könnte das der LSAP und ihrem Sozialminister politisch schaden. Romain Schneider hatte noch auf der Krankenkassen-Quadripartite im Herbst 2019 einen „Tiers payant de nouvelle génération“ versprochen. Dieses Jahr soll eine Vorstufe zur Direkt-Bezahlung starten: Die Patient/innen würden ihre Arztrechnung weiter vorab begleichen, erhielten aber einen QR-Code ausgedruckt, den sie per Smartphone scannen und der CNS schicken. Die Rückerstattung würde dadurch beschleunigt (Foto: Archiv Martin Linster). pf

P E R S O N A L I E N



Claude Meisch,

Bildungsminister (DP), hat erneut Gewerkschaftsprotest auf sich gezogen. Vergangenes Jahr wollte er die Arbeitsbedingungen des edukativen und psychosozialen Personals im Bildungswesen ändern – fünf Gewerkschaften und Berufsverbände stritten monatelang, weil sie zu dem Vorhaben nicht angehört worden waren. Nun will der Minister die Ausbildung zum Erzieherberuf neu regeln: Ab der kommenden

Rentrée schon soll nach einem Sekundarschulabschluss im Zweig „Sozialwissenschaften“ eine einjährige Ausbildung reichen. Bisher dauert sie drei Jahre. Der OGBL sowie die Berufsverbände Apress und Apcca sagen, sie seien nicht konsultiert worden. Sie fordern, dass Meisch den Entwurf zurückzieht und gemeinsam mit ihnen einen neuen diskutiert. pf

Daniela Di Santo,

Architektin und seit 1. März kommissarische Direktorin des Fonds Belval, hat die Direktion regulär übernommen. Im November 2015 war sie stellvertretende Direktorin geworden, nachdem sie seit 2002 Projektverantwortliche beim Fonds Belval war. pf

P A N D E M I E

Demnächst zertifiziert

Premier Xavier Bettels Ankündigung, wenn zum 12. Juni die nächste Covid-Gesetzesänderung fällig wird, könne ein Luxemburger „Pass“ eingeführt werden, in dem Impfungen, überstandene Covid-Infektionen und negative PCR-Testergebnisse vermerkt werden, hat erwartungsgemäß hohe Wellen geschlagen. Luxemburg „sollte nicht warten“, bis Anfang Juli eine EU-einheitliche Smartphone-App zur Zertifizierung eingeführt wird, sagte der Premier am Rande des EU-Gipfels vergangenes Wochenende. Weil auch wenn die App besteht, es den Mitgliedstaaten überlassen bleibt, welche Freiheiten Personen mit Zertifikat gewährt würden, müsste die Regierung dazu kurzfristig, vielleicht schon nächste Woche, Vorschläge machen. pf

Einfach mal testen

In der Bartringer City Concorde bietet der internationale Militärdienstleister Ecolog PCR-Tests und Antigen-Schnelltests auf das Coronavirus an. Ecolog arbeitet seit Mai 2020 dem *Large-scale testing* (LST) zu und betreibt als Subunternehmer der Laboratoires



Réunis die LST-Teststationen über Land. Das Junglinster Privatlabor agierte in Phase eins des LST im Auftrag des Luxembourg Institute of Health, in Phase zwei und drei im Auftrag des Gesundheitsamts. In der City Concorde dagegen entnimmt Ecolog anscheinend eigenständig Abstriche. Die Tests sind außerdem nicht gratis. Laut dem Gesetz vom 16. Juli 1984 über die Analyselabors ist ein „examen biologique“ ein Vorgang, der von der Probenentnahme bis zum Resultat reicht. Seit 2017 muss er der ISO-Norm 15189 genügen; das sieht eine Konvention zwischen Laborverband und CNS vor. So dass sich die Frage stellt, mit wessen Genehmigung Ecolog die Abstriche vornimmt und an den Tests verdient. Das Gesundheitsministerium hatte diese Frage auch nach einer Woche noch nicht beantwortet. pf

M E D I E N

Stellen frei

Dass die größte Tageszeitung Luxemburgs per Stellenanzeige wieder nach neuen Journalist/innen sucht, rief am Montag die Journalistengewerkschaft ALJP auf den Plan. Per *Twitter* fragte sie nach einer Erklärung. Der Herausgeber des *Luxemburger Wort*, Saint-Paul Luxembourg, hatte erst im September 71 Mitarbeiter/innen entlassen, darunter 20 Journalist/innen. Weitere hatten im Zuge der Übernahme des Verlagshauses durch den multinationalen Medienkonzern Mediahuis freiwillig gekündigt. Beobachter hatten gemutmaßt, dass Journalist/innen mit höherem Dienstalter entlassen wurden, um sie durch junge mit niedrigeren Anfangsgehältern zu ersetzen. Eine solche Lohndumping-Strategie weist der Generaldirektor von Saint-Paul, Paul Peckels, gegenüber dem *Land* zurück. Das Verlagshaus wolle lediglich sein digitales Angebot erweitern und suche Mitarbeiter/innen mit digitalen Kompetenzen, über die die entlassenen Journalist/innen nicht verfügt hätten, sagt Peckels.

Die neuen Journalist/innen würden zu „normalen Bedingungen“ eingestellt. ll

B A U T E N

Bahngebäude retten

Auch nachdem der Ettelbrücker Bürgermeister am 20. April die Genehmigung zum Abriss des Bahnhofsgebäudes erteilt hat, gibt die auf *Facebook* gegründete Bürgerinitiative „Luxembourg Under Destruction“ nicht auf: Einem an die Presse verschickten Dossier liegt eine Schätzung einer Schweizer Hochbaufirma bei, laut der sich das älteste Bahnhofsgebäude Luxemburgs zum Kostenpunkt von knapp 3,4 Millionen Euro „verschieben“, also abtragen und an einer anderen Stelle wiederaufbauen ließe. Die vorige Regierung hatte schon 2014 entschieden, dass das Gebäude nicht erhalten werden könne, wenn der Ettelbrücker Bahnhof zu einem „Multimodalen Pol“ umgebaut wird. Die Initiative weist darauf hin, dass auch die Bahnhofsgebäude in Capellen und Berchem zum Abriss bestimmt sind, und geht davon aus, dass weitere kleine Bahnhöfe dem folgen dürften. Sie hebt hervor, dass das Kulturministerium dagegen das in den Fünzigerjahren errichtete CFL-Verwaltungsgebäude in der Hauptstadt zum nationalen Kulturerbe zu erheben vorgeschlagen hat und der Gemeinderat der Stadt dem Anfang dieses Monats einstimmig folgte. pf

F O R S C H U N G

Rekord beim FNR

97,06 Millionen Euro reichte der nationale Forschungsfonds FNR im vergangenen Jahr zur Finanzierung von insgesamt 299 Projekten aus. Das ist ein Rekord. Laut FNR-Jahresbericht 2020 lässt er sich zum Teil durch die Corona-Pandemie erklären: Im Frühjahr 2020 lancierte der

FNR zwei „Covid-19 Fast Track Calls“ für kurzfristige Corona-bezogene Projekte oder zum Starten längerfristiger Vorhaben. 51 von 124 eingereichten Vorhaben wurden akzeptiert und mit insgesamt 2,64 Millionen Euro gefördert. Daneben stellte der FNR weitere knapp fünf Millionen Euro für größere Projekte bereit, wie etwa die Con-Vince-Studie zum Ermitteln der Virus-Prävalenz in der Bevölkerung. Vor allem aber war 2020 das erste Jahr, in dem der FNR die von der Regierung präzisierten nationalen Forschungsprioritäten anwandte. Dadurch lag die Zahl der für sein Hauptförderprogramm „Core“ einrereichten Förderanträge um fast 30 Prozent über der von 2019. FNR-Generalsekretär Marc Schiltz erklärte am Mittwoch im *RTL-Radio*, eine repräsentative Umfrage habe ergeben, dass 70 Prozent der Luxemburger Bevölkerung „der Wissenschaft vertrauen“. Dieser Wert liege höher als in den Nachbarländern. pf

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans deux de nos précédentes éditions concernant la députée déi Lénk Nathalie Oberweis. Elle a été confondue avec une homonyme qui travaille pour Autisme Luxembourg ou pour la Fondation Autisme Luxembourg. Il n'en est rien. La nouvelle députée a travaillé au sein de l'agence de coopération pour le développement (LuxDev) puis comme journaliste freelance. Elle est membre du conseil d'administration du Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient.

Blog

Expérimentation vs. lisibilité

France Clarinval

En 25 ans, le Casino-Luxembourg a rendu compte, et parfois anticipé, les mouvements de l'art contemporain. État des lieux avec son directeur, Kevin Muhlen



Le directeur du centre d'art explique sa vision des lieux

Cette année 2021 marque, pour le Casino-Luxembourg, non seulement 25 années en tant que Forum d'art contemporain, mais aussi cinq ans après les travaux pour sa nouvelle architecture. La première date a été célébrée de manière discrète par un appel au public (et aux artistes) de partager leurs souvenirs de lieux à travers dessins, photos, illustrations. Une sélection de ces souvenirs a été montrée dans l'espace public, sous forme d'affiches. « Ce n'était qu'une partie de ce qu'on espérait mettre en place pour cet anniversaire, mais la pandémie nous a obligés à réduire la voilure », justifie Kevin Muhlen, le directeur. S'il a pris la tête de l'institution en 2009 (d'abord comme directeur artistique, puis comme directeur général depuis 2016), il y travaille depuis 2004 et mesure « les moments forts qui ont marqué l'histoire du Casino, qui ont posé des bases solides et des ambitions élevées. J'ai gardé en tête le bagage de ce passé, tout en réfléchissant comment le Casino peut se développer, s'adapter aux nouveaux enjeux et répondre aux questionnements des artistes et du milieu artistique. Comment il peut se redéfinir dans le milieu culturel local, dont le paysage a beaucoup évolué, avec plus de lieux, plus d'artistes, plus d'associations ».

Le deuxième jalon (qui marque aussi les cinq années de la nouvelle direction) n'a pas été célébré du tout, pas même par communiqué. Le nouveau concept architectural marque pourtant une rupture dans l'histoire du lieu et dans la manière d'y concevoir des expositions et un programme culturel. « Notre enjeu principal est de rester un des acteurs majeurs de l'art contemporain tout en s'ouvrant à l'expérimentation. Ça va avec des essais, des remises en question, des retours en arrière quand des choses ne fonctionnent pas, des avancées rapides quand ça fonctionne et nous amène plus loin qu'on ne le pensait. » Et la transformation des lieux est un bon exemple de ce fonctionnement qui procède par essai-erreur. Entre les idées et les concepts mis sur papier et la réalité du quotidien, l'écart est parfois important. La volonté qui a présidé aux travaux était de faire « un lieu plus vivant et plus ouvert aux différentes formes », mais la réalité n'est pas vraiment conforme à ce *wishful thinking*. Le décloisonnement de l'étage, en rasant les *whites cubes* s'est avéré un choix riche – du point de vue des artistes et des curateurs en tout cas – qui offre des possibilités très larges à chaque exposition. « On peut faire table rase et redessiner un parcours en fonction de chaque projet. C'est un terrain de jeu fertile. »

En revanche, au rez-de-chaussée, la sauce a du mal à prendre. Par exemple, la VR-Box consacrée à la création en réalité virtuelle, mise en place en 2018, a fait long feu. « En cherchant des artistes, en visitant des festivals, on s'est rendu compte qu'on ne trouvait pas des propositions qui étaient pertinentes dans le contexte de notre ligne artistique. Définir un médium en premier lieu pour définir une programmation ensuite n'était pas la bonne manière de faire. » La réalité virtuelle reste « dans notre collimateur », mais la VR-Box a été abandonnée après moins de deux ans. La Black Box, dédiée aux projections vidéo a elle aussi été transformée. « Cette enveloppe fonctionnait bien, on arrivait à trouver des tangentes

« Notre volonté d'ouverture, de flexibilité et de diversité n'est pas toujours lisible par le public »

Kevin Muhlen

et des brèches pour sortir du cadre strict de la vidéo. On a donc élargi l'espace pour permettre de diversifier la programmation et s'ouvrir à des artistes plus jeunes qui pourraient bénéficier de cet espace plus libre que la programmation de l'étage. » De l'aveu même du directeur, la gratuité de tout le bâtiment, instaurée en 2018 (avant cela, seul l'accès au rez-de-chaussée était libre) n'a eu que peu d'effet sur la fréquentation. La création du café-restaurant a, un temps, permis d'ouvrir à de nouveaux publics (y compris de louer les espaces pour des événements d'entreprise), mais les atermoiements avec l'ancien exploitant et la longue fermeture de ce local n'aident pas à la convivialité recherchée.

Dilution

Il est évidemment difficile de se pencher sur le public de l'année 2020 : deux mois de fermeture, pas de visiteurs internationaux, programmation ponctuée d'annulations, de reports et de pis-allers virtuels, pas d'événements majeurs comme la Nuit des musées ou la Art Week, restrictions des visites scolaires... Tout le monde est passé par là, tout le monde a cherché des solutions pour se « réinventer » – peut-être l'injonction la plus entendue – et le Casino Luxembourg n'est pas en reste. Ce ne sont pas loin de 9 600 visiteurs qui sont venus pour les expositions, visites et programmes annexes, dont plus de la moitié réside au Luxembourg (56 pour cent) ou dans la région limitrophe (30 pour cent). Les chiffres de l'année 2019, en revanche, peuvent donner une idée plus claire des publics du Casino Luxembourg. La provenance des 28 225 visiteurs se répartit en trois tiers presque égaux entre les résidents, ceux des pays frontaliers et ceux du reste du monde. « Une tendance assez stable dans le temps, avec des chiffres réguliers d'année en année », affirme le directeur tout en reconnaissant que « le public change. Les groupes de fidèles évoluent par vagues : certains viennent régulièrement à un moment de leur vie, puis moins ou plus du tout, mais d'autres suivent, au gré des changements dans leur vie, leurs centres d'intérêt. »

Cependant le chiffre global de fréquentation, même s'il n'est qu'un indice de quantité et pas forcément de qualité, cache des disparités importantes : un

petit tiers (9 100 personnes, soit 32 pour cent) des visiteurs sont présents pour des manifestations exceptionnelles et près de 2 500 entrées sont celles de jeunes ou de scolaires participants à des ateliers. Si ces aspects font bien partie des missions du Casino, ils montrent que les expositions elles-mêmes (et les programmes qui s'y rapportent) ne font pas forcément le plein. Le Forum d'art contemporain paye une politique de multiplication de ses programmes : « On a ouvert plus de pistes au niveau de la programmation, avec des rythmes variés et un calendrier artistique plus morcelé. » Fini les grands vernissages où le « tout Luxembourg » se poussait et où il fallait être vu. Les grandes expositions (généralement quatre par an, à l'étage) ne sont plus le phare qui éclaire la rue Notre-Dame. Les expositions du rez-de-chaussée (y compris d'écoles), les programmations annexes dans et hors les murs, les collaborations externes (la Art Week ou le *I+I* au Kirchberg, par exemple), donnent un sentiment d'éclatement et de dilution des publics, sans parler d'un manque de lisibilité et de difficulté de compréhension d'un fil rouge. « Notre volonté de flexibilité, de diversité et de dynamisme n'est peut-être pas claire aux yeux du public, mais cela nous permet de proposer une palette beaucoup plus large d'artistes et d'approches », répond le directeur.

Le monde d'après

L'avenir du Casino Luxembourg passe par le Casino Display, l'annexe ouverte dans la vieille ville à l'ancien Kunschhaus beim Engel. « Comme pour les transformations ici, ce nouvel espace pose des questions et ouvre à des réflexions. » L'axe de programmation avec les écoles d'art de la Grande Région se confirme, sans être à destination du public. « On cherche à construire un projet qui n'est pas basé sur l'exposition, mais sur l'expérimentation et la rencontre. » La création émergeante est en train de devenir le fil rouge de la politique du Casino, avec la Triennale de la jeune création dont la cinquième édition (reportée) se tiendra cet été, en collaboration avec les Rotondes. « Avec le double d'artistes exposés et les deux lieux, on a renforcé l'ambition de cette triennale. » Découverte de jeunes artistes, rencontre de positions artistiques nouvelles et leur développement tracent ainsi la ligne directrice du Casino.

L'accompagnement à long terme des artistes luxembourgeois, importante exposition monographique et promotion et mise en réseau internationales à l'appui, est une autre voie sur laquelle Kevin Muhlen insiste. Marco Godinho, Filip Markiewicz ou Sophie Jung en ont été les acteurs. Le duo Karolina Markiewicz et Pascal Piron sera à l'honneur à l'automne avec l'exposition multimédia *Stronger than memory and weaker than dewdrops*.

Pour la suite, il est difficile de s'avancer sur les axes de programmation tant la ligne entre les mondes d'avant et d'après est encore floue. « On a des marqueurs pour 2022 et 2023, mais ce qui se définit autour n'est pas encore clair. Il nous faudra voir comment répondre au contexte qui évolue et à la réflexion que vont mener les artistes. Il m'importe que nous restions un lieu de découvertes hors des cadres conventionnels. » ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Profis der Anpassung

Ex-Minister Felix Braz klagt gegen seine ehrenvolle Entlassung vor anderthalb Jahren und sein befristetes Wartegehalt. Aus fast allen Parteien wird ihm Verständnis entgegengebracht. Die einen wollen einem ehemaligen Kollegen ihre Sympathie bekunden. Die anderen wollen seine grüne Partei der Doppelmoral überführen. Alle bewegt der Korporatismus.

„Ech sinn deen éischten mee secher nett dee Läschten“, hatte Braz über *Twitter* verbreitet. LSAP-Präsident Yves Cruchten pflichtete bei: „Dem @felix_braz sai Fall verdäitlecht gutt datt eis Gesetzter net adaptéiert sinn.“ CSV-Fraktionssprecherin Martine Hansen hielt auf *RTL* eine Gesetzesänderung „relativ séier“ für nötig.

Minister, Abgeordnete, Parteifunktionäre identifizieren sich mit Braz' Schicksal. Sie fürchten, auch einmal aktuelle oder künftige Ämter, Gehälter und Spesen zu verlieren. Martine Hansen meinte, „datt mer do kloer Reegele brauchen an och, fir déi Leit ofzesécheren“. Jene Absicherung, die die CSV ihrem Parteipräsidenten nicht gegönnt hatte. Der Politikerberuf erscheint plötzlich unzumutbar prekär. Selbst jenen, die Arbeitslosigkeit und Revis eine soziale Hängematte nennen.

Der Politikerberuf ist ein neuer. Lange Zeit war das Amt eines Abgeordneten oder Bürgermeisters ein Nebenamt. Diäten waren ein Nebeneinkommen. Volksvertreter, die auf Diäten angewiesen gewesen wären, saßen kaum im Parlament. Wer Minister wurde, musste den Brotberuf vorübergehend verlassen. Danach nahm er seine alte Beschäftigung wieder auf oder trat in den Ruhestand.

Dann begannen gestandene Abgeordnete, die ihrer Wiederwahl sicher waren, ihren Beruf aufzugeben. Sie machten nur noch Politik, nicht selten als „députés-maires“. 1968 gewährte das Parlament gewählten Beamten ein Ruhegehalt und eine Arbeitsplatzgarantie. 1988 und 1990 führte es den *Congé politique* ein. Es erhöhte seine Diäten und die Entschädigungen für Bürgermeister. Es richtete die Ministergehälter an Managergehältern aus. Nun ließ es sich von der Politik leben.

Nachwuchspolitiker ohne Berufserfahrung wurden gleich nach dem Ende des Studiums Parteifunktionäre. Die Lehrjahre im Hinterzimmer des politischen Geschäfts halfen, Abgeordnete, Bürgermeister oder Minister zu werden. Mit dem Anstieg der

Zuschüsse, die sich die Parteien im Parlament gewährten, stieg die Zahl der Parteifunktionäre.

Im Gesetzesvorschlag 3422 über den politischen Urlaub warnte François Colling (CSV) 1990 davor, „de faire de la fonction de député une activité professionnelle et non plus un mandat représentatif. Il faut en effet que les députés ne constituent pas une classe politique hermétique“ (S. 11).

Wer Politik hauptberuflich betreibt, empfindet die Wähler als störend. Er wird zum Technokraten und hält Akzeptanz für Demokratie

Das Aufkommen der Berufspolitiker ändert die stellvertretende Demokratie. Apparatschiks, die nie oder nur kurz etwas Anderes gesehen haben als Parteisekretariate und Parlamentsausschüsse, verfallen dem parlamentarischen Kretinismus: Sie halten das Kammerplenum oder ihr Ministerium für die Wirklichkeit und die Welt für eine Illusion.

Politiker, die vom Staat bezahlt werden, um Politik zu machen, werden statt Wählervertreter Staatsbeamte. Sie verinnerlichen die Staatsräson. Die hat Eigeninteressen gegenüber der Gesellschaft.

Die seit den Achtzigerjahren entstandenen Parteien sind kleine Kaderparteien. Sie hängen am Tropf der staatlichen Parteienfinanzierung. Wer Politik hauptberuflich betreibt, empfindet die Wähler als störend. Er wird zum Technokraten. Er hält Akzeptanz für Demokratie.

Berufspolitiker haben über die Parteien hinweg gemeinsame Interessen an ihren Arbeits- und Einkommensbedingungen. Ihre politischen Differenzen verblasen. Wer allzu viel herummäkelt, läuft Gefahr, bei den nächsten Wahlen nicht mehr auf der Kandidatenliste zu stehen. Wer von der Politik lebt, muss bei jeder Wahl um die Existenz seiner Familie bangen. Angst macht angepasst. Das ist der Zweck des Berufspolitikertums. ● Romain Hilgert



Der Politikerberuf ist ein neuer. Abgeordneter

oder Bürgermeister war lange ein Nebenamt

Demnächst in der Notaufnahme

Peter Feist

In Luxemburg-Stadt sollen ab nächster Woche CHL und Hôpital Kirchberg gemeinsam Notdienst leisten. Ohne uns, sagen die Psychiater/innen beider Spitäler. Und bringen Fragen auf den Tisch, die für alle Kliniken ungelöst sind



Ab 1. Juni soll es tagsüber gemeinsamen Notdienst geben

Ab 2024 soll das rund um die Uhr so sein



Ab kommenden Dienstag, den 1. Juni, gibt es im Gesundheitswesen der Hauptstadt etwas Neues: CHL und Hôpital de Kirchberg haben dann beide Notdienst, zunächst tagsüber zwischen sieben und 17 Uhr. Ab 2024 soll das rund um die Uhr so sein. Bisher wechseln die zwei Kliniken sich ab.

Die Neuerung soll natürlich die Versorgung verbessern und die Patient/innen auf zwei Notaufnahmen verteilen. Wenn das denn so einfach zu bewerkstelligen wäre. Ist es aber offenbar nicht. Nicht einmal in den zunächst zehn Stunden tagsüber, jedenfalls nicht in jeder Disziplin. Die Fachgesellschaft der Psychiater/innen hat Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) mitgeteilt, in der Akutpsychiatrie für Erwachsene sei der Paralleldienst in der Stadt nicht möglich. CHL und Kirchberg-Klinik (HKB) müssen sich weiterhin abwechseln.

Zum Glück ist die Psychiatrische Gesellschaft mit dem Gesundheitsministerium schon seit vergangenem Jahr im Gespräch wegen dieser Dienste, so dass die Absage nicht aus heiterem Himmel kommt und mehr eine Formsache ist, ehe die *garde parallèle* in Kraft tritt. Dass über die Psychiatrie bereits gesprochen wird, deutet aber darauf hin, dass eine rasche Lösung nicht leicht zu haben sein wird. Zumal die Psychiatrische Gesellschaft überdies der Meinung ist, ein Paralleldienst rund um die Uhr von CHL und HKB ab 2024 sei für ihre Disziplin nicht sinnvoll.

Damit kommt ein Problem wieder hoch, das schon länger besteht. Es ist ziemlich komplex; die breite Öffentlichkeit nahm davon vor acht Jahren Notiz, als am Ettelbrücker Spital der Bereitschaftsdienst von Kinderärzten gefährdet war. Doch das war nur ein Beispiel. Nun ist die Psychiatrie eines. Sie zählt laut einer großherzoglichen Verordnung von 2019, welche die Notdienste regelt, zu jenen sieben Bereichen, die eine Klinik-Notaufnahme mindestens anbieten muss. Wie das klappt, hat viel damit zu tun, wie das Krankenhauswesen hierzulande überhaupt organisiert ist und wie verfügbar die Klinikärzt/innen sind.

Von den vier Akutspitälern funktioniert nur das CHL überwiegend (nicht ausschließlich) mit festgestellten Mediziner/innen. Für sie sind Bereitschaftsdienste tags- und nachtsüber Teil des Arbeitsvertrags. In den anderen drei Kliniken sind die Ärzt/innen Freiberufler und bei den Spitälern als „Belegärzte“ unter Vertrag. Die Teilnahme am Bereitschaftsdienst ist für sie Pflicht, das steht im Gesetz über den Arztberuf. Zusätzlich verschärft wurde diese Pflicht, als im April 2018 unter der damaligen LSAP-Gesundheitsministerin Lydia Mutsch ein neues Krankenhausgesetz in Kraft trat: Seitdem drohen Klinikverantwortlichen, die beim Organisieren des Bereitschaftsdiensts versagen, und Ärzt/innen, die daran nicht teilnehmen, sogar strafrechtliche Folgen. Schlimmstenfalls sechs Monate Gefängnis.

Wegen dieses Knüppels, den Mutsch aus der französischen Gesetzgebung hatte übernehmen lassen, gab es kurz vor den letzten Wahlen Ärger: Das neue Krankenhausgesetz legt auch fest, in welchen Klinikbereichen diensthabende Ärzt/innen vor Ort anwesend sein und in welchen sie sich nur in Rufbereitschaft halten müssen. Das geht über Notaufnahmen hinaus. Verschärft wurden zum Beispiel die Regeln für die großen Entbindungsstationen an CHL und Hôpitaux Schuman. Dort muss seit 2018 je ein Gynäkologe, ein Anästhesist und ein Kinderarzt anwesend sein. Für diesen neuen Präsenzdienst verlangten die Freiberufler unter den Ärzt/innen einen Stundenlohn und gingen dafür sogar vor Gericht. „Die Politik hatte sich nicht mal die Frage gestellt, ob Anwesenheit bezahlt werden müsste“, sagt der Anwalt François Prum, der die Ärzt/innen damals vertrat. Erst seit Ende 2020 herrscht in dieser Sache völlige Klarheit: Bei Präsenzdienst in einer *Maternité* erhält ein freiberuflicher Arzt 96 Euro die Stunde.

Heute berät François Prum die Psychiater/innen und deren Fachgesellschaft. Denn bei den Debatten um die Psychiatrie-Bereitschaftsdienste geht es auch um Entgelt. Zwar sollen die Ärzt/

innen nur abrufbereit sein. „Aber hat ein Psychiater 24-Stunden-Rufbereitschaft, kann er kaum seine Praxis weiterlaufen lassen, wo jede Sitzung 45 bis 60 Minuten pro Patient dauert.“ Das sei das „spezielle Problem dieser Ärzte“.

Noch ist nicht abzusehen, ob Psychiater/innen für ein Entgelt ihrer Rufbereitschaften vor Gericht ziehen könnten, wie die Ärzt/innen der großen *Maternités* das taten. Jean-Marc Cloos, Psychiater am Hôpital de Kirchberg und bei den Hôpitaux Schuman Chef des Kompetenzpols Psychiatrie, erklärt, nicht nur das Entgelt sei eine Frage, sondern auch die Organisation: Denn Psychiater/innen sind knapp. Weshalb an den Kliniken improvisiert wird, um die Patientenversorgung abzusichern. „An den Hôpitaux Schuman zum Beispiel schlafen die Psychiater in der Klinik, wenn sie Rufbereitschaft haben. Die Psychiater des Centre hospitalier du Nord schlafen in ihrer Praxis.“

Am Centre hospitalier Emile Mayrisch im Süden wiederum sei eine besondere Lösung für die Akutpsychiatrie-Bereitschaft gefunden worden: Dort empfangen nachts der diensthabende Notfallmediziner, wie er in allen Kliniken festangestellt ist, und ein Fachkrankenschwester für Psychiatrie die Patienten. Gemeinsam entschieden sie, ob ein Psychiater sofort gerufen werden muss oder erst am nächsten Morgen. Am Hôpital de Kirchberg, sagt Cloos, täten das ein Psychiatriepfleger und ein klinischer Psychologe im Tandem – allerdings nur tagsüber. Das klappe gut, habe aber einen „jahrelangen Kampf“ mit der CNS um die Mittel für die Psychologen-Stelle gekostet. Am Ende habe die Kasse nur eine Vollzeit-Einheit zu finanzieren zugestimmt. Für die zweite Psychologen-Stelle, um die erste bei Krankheit und Urlaub zu ersetzen, zahle die Klinik drauf.

Dass „rezente“ Gespräche mit der CNS über eine erhöhte Dotation für nicht-medizinisches Personal für die Akutpsychiatrien zu keinem Ergebnis geführt haben, ist für die Psychiatrische Gesellschaft neben der ungeklärten Entgelt-Frage ein weiterer Grund, weshalb die *garde parallèle* in der Hauptstadt noch nicht möglich sei. Jean-Marc Cloos findet, die Frage sei auch, ob ab 2024 ein akutpsychiatrischer Rund-um-die-Uhr-Dienst in allen vier großen Spitälern wirklich nötig ist. „Denn dann wären im ganzen Land vier Erwachsenen-Psychiater ständig in Bereitschaft. Erfahrungsgemäß aber sprechen in den Notaufnahmen innerhalb von 24 Stunden landesweit nur zehn Patienten mit psychiatrischen Problemen vor.“ Mit dem Gesundheitsministerium sei schon diskutiert worden, ob Psychiater/innen in Bereitschaft jeden Patienten sehen müssten, der ein psychiatrisches Problem zu haben scheint, oder nur „echte Notfälle“. Eine Antwort auf diese Frage

stehe noch aus. Für Dr. Cloos steht fest, dass es in allen Kliniken einer definierten „*filière psychiatrique aux urgences*“ bedarf.

Dass solche Überlegungen vor dem Hintergrund einer Ärzteknappeit angestellt werden, liegt auf der Hand. Doch es herrscht nicht generell Knappheit, und nicht in jeder Disziplin. Knapper werden vor allem Klinikärzte – in Bereichen wie der Neurologie oder der Kardiologie geben schon seit Jahren Ärzt/innen ihren Belegarztvertrag mit einem Spital auf und ziehen sich in ihre Praxis zurück. Schon dort gibt es genug Patienten, um ausreichend Umsatz zu erwirtschaften. Und Bereitschaftsdienste fallen weg.

Die Mediziner/innen generell für Bereitschaften an den Spitälern heranziehen zu wollen, wäre eine politische Frage. Zahnärzte müssen am Dentisten-Notdienst teilnehmen. Generalisten müssen in den *Maisons médicales* Dienst verrichten. Seit der Covid-Krise sind die Allgemeinmediziner überdies zur Teilnahme am neu eingeführten Bereitschaftsdienst an den Pflegeheimen verpflichtet. Für alle diese Dienste gibt es Stundengehälter. Forderungen von Klinikärzt/innen, auch eine Rufbereitschaft vergolten zu erhalten, klingen auch deshalb nicht unberechtigt, weil für Spezialist/innen ohne Klinikbindung keine Verpflichtung zum Bereitschaftsdienst an Spitälern besteht. Es könnte sie geben: In dem fast 40 Jahre alten Gesetz über den Arztberuf steht, dass eine großherzogliche Verordnung sie vorschreiben „kann“. Eine solche Verordnung aber wurde nie geschrieben.

Heute stellt sich die Frage, wer Bereitschaftsdienst leistet, ganz akut, wenn darüber diskutiert wird, Aktivitäten aus den Krankenhäusern in *Centres médicaux* auszulagern. Je nachdem, wie das geschieht, könnte eine Tätigkeit an einer Klinik weniger attraktiv werden und Mediziner/innen für Bereitschaften noch knapper. Es sei denn, man fände einen Weg, den klinischen und den außerklinischen Bereich, der neu geschaffen werden könnte, zuverlässig miteinander zu verzahnen. Was die Gesundheitsministerin, wie sie erklärt hat, anstrebt.

Beim Krankenhausverband FHL herrscht derzeit nicht nur Konsens darüber, dass die Klinikmedizin „attraktiver“ gemacht werden müsse. „Wir sind auch schon seit Jahren der Auffassung, dass Bereitschaftsdienste bezahlt werden müssen“, sagt FHL-Präsident Paul Junck.

So dass man meinen könnte, dass auf allen Seiten guter Wille besteht, die Klinik-Bereitschaftsdienste klarer zu regeln, besser zu organisieren und die Entgeltfrage für die freiberuflichen Ärzt/innen zu beantworten. Wofür der *Gesondheitsdösch* der richtige Ort zu sein scheint. Doch ob das wirklich klappt, ist nicht sicher. Denn diese Frage zielt in den Kern dessen, womit Ärzt/innen in Luxemburg Geld verdienen. In erster Linie sind das Leistungen am Patienten, die *à l'acte* in Rechnung gestellt werden – nicht aber ein *service public*, wie pro Stunde vergütete Bereitschaftsdienste es wären. Weil es unter den Arztdisziplinen zum Teil große Unterschiede und auch Ungerechtigkeiten in den Verdienstmöglichkeiten gibt, vertraten schon vor Jahren manche Krankenhausdirektoren den Standpunkt, Bereitschaften zu vergüten, könne nur funktionieren, indem die bestehenden Verdienstmöglichkeiten hinterfragt und der *service public*, in Bereitschaft zu sein, zur Leistung am Patienten ins Verhältnis gesetzt würde. Von Fachdisziplin zu Fachdisziplin.

So einleuchtend das wäre, so sicher ist, dass das auf Widerstand stieße. Denn es würde bedeuten, Verdienstmöglichkeiten zwischen den Disziplinen umzuverteilen. Wie das ausgehen kann, erlebte der Ärzteverband AMMD vor ein paar Jahren, als er einwilligte, mit der CNS bestimmte Tarife in der Kardiologie zu kürzen, um schlechter gestellte Disziplinen aufzuwerten: Viele Kardiolog/innen traten daraufhin aus der AMMD aus. Gut möglich, dass der *Gesondheitsdösch* ein solches Szenario nicht mal andiskutiert. Und man sich am Ende darauf einigt, dass die Bereitschaftsdienste, auf deren Nichteinhaltung sogar Gefängnis stehen kann, das Gesundheitssystem halt ein Stück teurer machen. ●

« Amitié éternelle »

Milica Ćubrilo Filipović

La Serbie est-elle le nouveau cheval de Troie de Pékin ?

«Je jure une amitié éternelle à la Chine et à mon frère le président Xi Jinping qui seul peut nous aider», déclarait la larme à l'œil le président serbe Aleksandar Vučić en mars 2020, lorsqu'éclatait la pandémie du Covid 19, ajoutant avec une grimace que « la solidarité européenne n'existe pas, c'était un conte sur papier ». L'Empire du Milieu et ainsi devenu le « sauveur » face au coronavirus, et c'est en grande pompe qu'il a été remercié pour l'envoi rapide de masques et autres équipements, sans compter les vaccins Sinopharm livrés dès décembre dernier, puis l'annonce de sa production sur le territoire serbe à partir d'octobre prochain. Une carte politique inestimable pour le Victor Orban serbe, qui a commandé plusieurs vaccins alors que l'UE n'en était qu'au stade des pourparlers, ce qui a permis de vacciner à ce jour près d'un tiers de la population.

Même si en d'autres circonstances il conserve un discours pro-européen, l'appel à la rescousse de la Chine est devenu une constante de l'homme fort de Belgrade, alors que Pékin s'est imposé comme l'un des principaux partenaires économiques de la Serbie. Le pays est ainsi devenu une porte étape stratégique des Routes de la soie en Europe. Au grand dam de ceux qui protestent contre l'impact écologique des investissements, sachant que, selon l'Alliance mondiale pour la santé et la pollution, la Serbie est le pays d'Europe où le taux de décès liés à la pollution est le plus élevé d'Europe.

« La poussière rouge recouvre tout. Régulièrement. Constantement. On la sent se poser sur nos visages. Nous sommes obligés de fermer la bouche, on respire à peine ». Dragana Milić, 54 ans, habite le village de Radinac, situé près de Smederevo, à 70 km au sud de la capitale. En 2016, Belgrade a revendu 98 pour cent de ses parts de l'aciérie au groupe chinois HBIS, pour 46 millions d'euros. Dragana est cuisinière dans une crèche, elle vit avec son époux Chobi dans l'une des maisons qui jouxtent l'aciérie. Les feuilles des balisiers, soigneusement cultivés, les oeillets d'Inde, les vignes, les chaussures sur le seuil, la clôture jadis peinte en gris, les stores... Tout est rougeâtre. Même les poils des chiens, les seuls à se promener dans le jardin.

Les habitants de Smederevo vivent depuis longtemps au rythme de l'aciérie, fondée en 1921, nationalisée en 1945, et tombée en faillite à la fin des années 2000. En 2002, US Steel s'était finalement décidé à racheter le groupe SARTID, propriétaire de l'aciérie, pour 23 millions de dollars, mais les Américains ont vite déchanté et revendu le 31 janvier 2012 l'entreprise à l'État serbe, pour un dollar symbolique.

« Nous nous sommes installés ici en 1987. Les enfants jouaient dehors, il y avait des noyers devant les maisons, de la verdure partout. Les rejets dans l'atmosphère étaient contrôlés. Lorsque les Américains sont arrivés, ils ont installé des filtres de qualité, on ne sentait pas la pollution. Mais, depuis que les Chinois ont

Les relations sino-serbes sont historiques, datant de l'ère communiste, le refus de la Chine de reconnaître l'indépendance du Kosovo a renforcé les liens

repris l'usine, la production s'est intensifiée, c'est devenu incontrôlable. Le pire, c'est la nuit. Je me lève à 4h30 du matin, tout tremble et cela fume de partout », continue Dragana.

Le site fonctionne 24h/24h, emploie 5 000 personnes, pour la plupart en contrat précaire, produit 100 000 tonnes d'acier par mois et jusqu'à 160 000 tonnes lorsque les deux fours fonctionnent. Le groupe est désormais le premier exportateur de Serbie.

Outre les poussières d'oxyde de fer, l'aciérie libère aussi régulièrement de l'acide sulfurique à l'odeur d'œuf pourri. Depuis l'été dernier, de lourds nuages de cendres libèrent aussi des paillettes noires et grasses. Ainsi 700 tonnes de poussières seraient chaque année relâchées dans l'atmosphère. Un mélange de suie, d'acide et de métaux lourds comme du plomb, du cadmium, de nickel et d'arsenic qui peuvent pénétrer dans les poumons. À tout cela, il faut encore ajouter les résidus miniers, enterrés sans aucune mesure de protection des sols.

Depuis l'été dernier, la protestation s'organise autour de l'association citoyenne Tvrdava (« Forteresse ») et la mobilisation s'intensifie, même si beaucoup de familles ont peur de s'engager à cause de leurs proches qui travaillent pour l'aciérie.

A 220 km à l'est de Belgrade, un autre groupe chinois, le géant du cuivre et de l'or Zijin, a racheté, en 2019, 63 pour cent du complexe minier, jadis fleuron du socialisme industriel you-

goslave, pour 1,46 milliard de dollars. Cela a certes été un soulagement pour une région sinistrée après vingt ans d'agonie, de vains essais de privatisation, et d'embargo pendant les années de guerre. Zijin a repris une dette de 200 millions de dollars, conservé 5 000 emplois, et investi 1,26 milliard de dollars. Mais des centaines d'ouvriers chinois viennent travailler aussi et surtout les slogans de Zijin « La vie d'abord » et « Priorité à la protection de l'environnement », affichés sur de grands panneaux en serbe et en chinois se révèlent peu appliqués. Si les habitants ont l'habitude de la pollution, les niveaux sont devenus inacceptables. À tel point que l'organisation Renewables and Environmental Regulatory Institute a déposé une plainte pénale, avançant que Zijin a rejeté 24 fois des matières polluantes en 2020, dépassant jusqu'à six fois les valeurs tolérées de dioxyde de soufre. En attendant un hypothétique jugement, Zijin a promis de ne plus dépasser les limites légales de pollution d'ici à la fin 2021 ou en 2022, grâce à la nouvelle fonderie en construction.

Les inquiétudes sur les conséquences environnementales des investissements chinois sont particulièrement fortes concernant la nouvelle tranche de la centrale thermique à lignite de Kostolac que construit la China Machinery Engineering Corporation (CMEC), grâce à un prêt de l'Exim Bank of China. L'ONG écologiste Bankwatch a ainsi déposé une plainte auprès de la Communauté européenne de l'Énergie pour inexistance d'études d'impact sur l'environnement, manque de filtres anti-pollution et émissions de dioxyde de soufre quatorze fois supérieures aux normes mondiales.

Malgré tout, les groupes chinois participent aussi à la construction du périphérique autour de Belgrade, au système de chauffage urbain, à l'autoroute qui relie la capitale au Monténégro. Sans oublier les projets agricoles, l'acquisition par Yinlong de l'usine de construction Ikarbus, le démarrage prochain de la fabrication d'éclairage automobile par Xingyu Automotive Lighting Systems, l'arrivée prévue de Linglong Tire et l'achat d'équipement de surveillance à Huawei.

« La Chine est devenue un des acteurs étrangers les plus importants sur le territoire serbe », considère Stefan Vladislavljev, chercheur à la Fondation pour l'excellence politique de Belgrade. Si les relations sino-serbes sont historiques, datant de l'ère communiste, le refus de la Chine de reconnaître l'indépendance du Kosovo a renforcé les liens. La pierre d'angle de la coopération bilatérale a été posée dès 2009, pendant le mandat du Président Boris Tadić, du Parti démocratique. S'en est suivie la construction par la China Road and Bridge Corporation du «pont de l'amitié» qui franchit le Danube à Belgrade, grâce à un prêt de l'Exim Bank of China. Avec la prise de pouvoir du président Aleksandar Vučić et l'organisation en 2014 à Belgrade du troisième sommet 16+1, l'amitié devient «de fer», d'après l'ambassadeur de Chine en Serbie.

Dans les faits, selon les données de la Banque nationale de Serbie, les investissements de la Chine réalisés au cours de ces dix dernières années s'élèvent à seulement 1,6 milliard d'euros. À titre de comparaison, l'Union européenne (UE) a investi 3,2 milliards d'euros en 2019, soit presque 85 pour cent des investissements étrangers. La majeure partie des entrées de liquidités chinoises sont en fait des prêts avec des taux d'intérêt autour de trois pour cent. C'est notamment le cas pour la voie de chemin de fer Belgrade-Budapest, stratégique pour faciliter l'accès des marchandises depuis le port grec du Pirée – opéré par le chinois Cosco – jusqu'au cœur de l'UE.

« Ces prêts sont trois fois plus chers, leurs compagnies obtiennent plus de 51 pour cent des travaux, utilisent leur propre matériel, ne payent pas de TVA ni de droits de douane, mais ils sont plus accessibles car ils n'exigent pas, comme les prêts européens, des réformes, une stabilité financière, des appels d'offre transparents ou des études d'impact sur l'environnement », juge Slobodan Milosavljević, économiste et ancien ministre du Commerce. « Pour le régime serbe actuel, ces contrats sont une aubaine. Ils sont négociés personnellement par le président Vučić. Une partie des liquidités est destinée à son entourage, au financement de son parti et à l'exercice du pouvoir par un puissant réseau clientéliste. À cause de la corruption et du manque de transparence des relations entre le régime et la Chine, la Serbie perd environ un milliard d'euros par an », accuse de son côté Mijat Lakičević, journaliste économique.

Pour le ministre des Finances, Siniša Mali, la Serbie ne fait que diversifier sa base d'investisseurs. Une position fustigée par le commissaire européen au Budget et à l'Administration, Johannes Han : « La Chine fait de futurs membres de l'UE des chevaux de Troie de Pékin, et fait courir aux Balcons le risque de surendettement ». « Au lieu d'être punies parce que la pollution atmosphérique coûte des vies et sommé de respecter la législation, les compagnies chinoises se voient accorder des avantages fiscaux par le président Vučić. Il est prêt à tout afin de pouvoir poursuivre ses calculs géopolitiques », considère de son côté Viola Von Cramon Taubadel, députée européenne du Groupe des Verts/Alliance libre européenne, qui, avec vingt de ses collègues, a adressé une lettre au commissaire à l'Élargissement et à la Politique Européenne de Voisinage, Olivér Várhelyi, exprimant son inquiétude devant « l'influence croissante et dommageable de la Chine en Serbie ».

La Serbie mène en effet une « politique opportuniste », commente de son côté Vuk Vuksanović, doctorant à la London School of Economics. Car elle sait qu'elle ne deviendra pas membre de l'UE dans un avenir proche. Pour la Chine, la Serbie constitue « laboratoire utile qui permet de tester jusqu'où on peut aller pour pénétrer les marchés européens ». ●

Centrale thermique à lignite construite avec des capitaux chinois à Kostolac



Reprise par un groupe chinois, l'aciérie Smederevo crache sa fumée rouge sur les villages riverains



CHRONIQUES DE LA COUR

Une armée de fonctionnaires répartis on ne sait où

Trois tours majestueuses, dont le point culminant de la capitale, vides depuis un an. Une armée de fonctionnaires répartis on ne sait où. Un syndicat qui accuse le comité du personnel d'infantiliser ses troupes. Une administration qui lance seulement maintenant un sondage pour y voir plus clair. À la Cour, la mise en place du télétravail post-Covid en est à ses balbutiements. Le greffier responsable de l'administration semble travailler à la petite semaine. Dans une missive au personnel, il explique que le régime du travail à domicile généralisé, applicable jusqu'au 21 mai, est prolongé jusqu'au 15 juillet. La seule différence : ceux qui ont des difficultés à travailler depuis chez eux ont maintenant accès aux bâtiments.

Les vacances judiciaires commencent le 15 juillet et dureront jusqu'au 31 août. Pendant cette période, il n'y a pas d'audience et les juges, du moins ceux qui ont résidé à Luxembourg pendant la crise, quitteront le Grand-duché. Le greffier demande que pendant ces vacances, le personnel, « pour reprendre des forces », prennent au moins dix jours consécutifs de vacances. Pendant la même période, et pour se rapprocher des leurs pays d'origine, ils peuvent travailler en dehors de leur lieu d'affectation statutaire qui est, rappelons-le, le Luxembourg et par extension, ses régions frontalières, en gros jusqu'à Arlon, Metz et Trèves. La Cour ne donne aucun chiffre précis, ne confirme ni n'infirme que certains au sein du personnel et parmi les juges, ont anticipé.

À partir de septembre, c'est la grande inconnue. La Cour en est à attendre le résultat d'un sondage maison, concocté par la direction des ressources humaines et le comité du personnel. Il constituera « une première étape vers la mise en place d'un environnement de travail renouvelé ». Jusqu'au 1^{er} juin, le personnel est invité à exprimer « ses attentes pour l'avenir », à répondre à des questions sur la répartition idéale entre les fonctions à domicile et celles effectuées dans les locaux, sur « l'attractivité » des activités sur place (séminaire, forum, vernissage, centre de santé ou déjeuners entre collègues...), et sur son ressenti concernant l'autonomie professionnelle. Le comité du personnel relève dans une de ses lettres que 71 pour cent du personnel à la cour est bien adapté au télétravail, 8,5 pour cent ne l'est pas et 20,5 pour cent « ni l'un ni l'autre ».

Pour l'EPSU-CJ, qui se présente comme le syndicat représentatif et est reconnu comme tel par la Cour, des questions sociales d'une telle envergure ne se résolvent pas avec un simple sondage. « L'intérêt général n'est pas à la somme des intérêts individuels, ni de ceux d'une majorité », lit-on dans son rapport annuel de 2021. Il veut une réflexion globale et une négociation collective « conformément au rôle d'un syndicat ».

Le syndicat a d'ailleurs un vieux contentieux avec le comité du personnel accusé de n'être plus qu'un simple auxiliaire de l'administration laquelle, en mettant à sa disposition ses importants moyens financiers en audiovisuels, lui a permis de créer un « star system », à base de spots télévisés et de romans-photos « d'inspiration psycho-individualiste » ! Il déplore aussi « un brouillard d'opacité » qui plane sur l'institution.

Pendant les vacances d'été, les fonctionnaires de la Cour pourront travailler en dehors de leur lieu d'affectation statutaire qui est, rappelons-le, le Luxembourg

L'EPSU-CJ redoute une expansion démesurée du télétravail avec risque de perte d'emplois et dé-tricotage du service public européen. « C'est bien s'ils veulent perpétuer le télétravail, mais si la présence du travailleur n'est plus souhaitable sur place, à quoi bon alors devoir vivre à proximité sur son lieu d'affectation, ce qui est pourtant une obligation du fonctionnaire prévue par son statut. Au Parlement, ils ont fait du bricolage statutaire. On vous autorise à vivre chez vous dans votre pays mais on va vous faire travailler en trois-quarts de temps » croit savoir Vassilis Sklias, qui ajoute que « les gens ont tendance à ne pas entamer des réflexions plus complexes. Moi, je suis fonctionnaire, je bénéficie de la permanence de l'emploi si je peux arranger ma façon de travailler de façon moins pénible, moins contraignante plus agréable, tant mieux. Mais je ne dois pas servir de cobaye pour forger les modalités de travail à l'avenir ». Le syndicat estime que s'il y a simple bricolage du statut de la part de l'institution, il pourra difficilement défendre la fonction publique européenne laquelle sera considérée comme dépassée.

Il semblerait que le greffier ne pense pas à un télétravail à cent pour cent mais où mettre le curseur ? Quid de l'application des régimes actuels tels que les horaires flexibles, le temps partiel, ou de la prime de 16 pour cent (dite de dépaysement) en cas de télétravail dans son pays d'origine ? Sans parler des cabinets des juges aux dispositions très particulières. Quid aussi des effets du nouveau régime sur la gestion de la politique immobilière de la Cour, jugée de plus en plus extravagante ou sur le remodelage de son empreinte carbone ? Nul doute que la cour réfléchit mais dans ce dossier comme dans tant d'autres, elle semble toujours souffrir de ses approches brouillonnes et de son manque de transparence. ● Dominique Seytre

ÖSTERREICH

Entbehrlichkeiten

Irmgard Rieger, Graz



Ein Wiener Straßencafé vor Corona. Die Verkündung von Covid-Lockerungen für die Gastronomie ist dem Kanzler vorbehalten

„Entbehrlich“ findet es Gesundheitsminister Wolfgang Mückstein, wenn sein Chef, Bundeskanzler Sebastian Kurz, „relativ unkonkrete Ankündigungen“ zu neuen Öffnungsschritten der Corona-Beschränkungen des öffentlichen Lebens in Österreich macht. Noch recht neu im Amt, fährt der 47-jährige Allgemeinmediziner und Neo-Politiker dem Regierungschef in die Parade. Ein Minister, der den Kanzler öffentlich kritisiert – da hält das Land den Atem an. Das sind die Meister der politischen *message control* nicht gewohnt.

Natürlich dauert es nicht lange, bis der unbotmäßige Vertreter des kleineren Koalitionspartners durch die Kanzlerpartei zurückgepfiffen wird. Landwirtschaftsministerin Elisabeth Köstinger wird ausgeschiedt, um den erst seit drei Wochen amtierenden Gesundheitsminister rhetorisch wieder einzufangen und seine unmissverständlichen Äußerungen zurück ins richtige *framing* zu pressen. Und um die Hierarchie wieder herzustellen, vor allem aber, um die Rollenverteilung zu festigen. Die nämlich ist klar geregelt in der österreichischen Regierungskoalition aus türkiser Volkspartei und Grünen. Dem Kanzler ist es vorbehalten, gute Nachrichten zu vermelden: Dass bei steigenden Impfquoten und sinkenden Inzidenzen nun Erleichterungen auf die Lock-down-müden Österreicher warten; dass es einen „normalen Sommer“ geben soll; dass die leidgeprüften Hoteliers, Gastronomen und Gewerbetreibenden einen Neustart hinlegen können.

Dagegen waren dem grünen Gesundheitsminister die schwierigen Ankündigungen ins Heft geschrieben. Mücksteins Vorgänger, der Berufspolitiker Rudolf Anschober, hatte diese Rolle monatelang stoisch durchgehalten, bevor er selber

Das kleine Hickhack mit dem Gesundheitsminister hilft Kanzler Sebastian Kurz, von heiklen Entwicklungen im Nachklang der „Ibiza-Affäre“ abzulenken

aus gesundheitlichen Gründen ging. Sein Nachfolger hat nun erstmals seinen großen Trumpf ausgespielt: als Mediziner glaubwürdig die eigene Expertise zum Maßstab zu nehmen. Dass er öffentlich das nicht abgesprochene Vorgehen des Regierungschefs benannte und damit auch klar wie nie dessen Strategie offenlegte, zeigt die Freiheit des Experten mit Brotberuf jenseits der Politik und steht den Grünen, die aus Koalitionsräson so manche Kröte schlucken, gut zu Gesicht.

Die Sache könnte als amüsant-lehrreiches Hickhack gewertet werden, käme sie dem Kanzler nicht als ein gelungenes Ablenkungsmanöver zu pass. Denn die Debatte dreht den Scheinwerfer weg von einer für Sebastian Kurz äußerst heiklen Entwicklung im Nachklang der sogenannten „Ibiza-Affäre“, die zum Bruch der türkis-blauen Koalition und zum Sturz des rechtspopulistischen Vizekanzlers Heinz-Christian Strache geführt hatte. Der in der Folge eingerichtete parlamentarische „Untersuchungsausschuss betreffend mutmaßliche Käuflichkeit der türkis-blauen Bundesregierung“ brachte in den vergangenen Monaten eine bemerkenswerte Verschiebung von der blauen hin zur türkisen Hemisphäre.

Immer stärker rückten Proponenten jener Truppe in den Fokus, die die einst schwarze Volkspartei in eine türkise Bewegung umfunktioniert hatten, verbunden mit dem Versprechen eines „neuen politischen Stils“ jenseits der behaglich-österreichischen Freunderwirtschaft. Paradoerweise lag und liegt die Leitung des Ausschusses mit Wolfgang Sobotka, dem Nationalratspräsidenten, in den Händen der ÖVP – die entsprechend geringe Motivation zeigte, die Sache voranzutreiben.

Im Gegenteil, das Verhindern und Verzögern wurde zum Prinzip. Finanzminister Gernot Blümel setzte sich über eine Anordnung des Verfassungsgerichtshofes hinweg und rückte längst vorbereitete Dokumente erst heraus, als Bundespräsident Alexander van der Bellen unmissver-

stänglich den Respekt rechtsstaatlicher Prinzipien anmahnte. Ausschussvorsitzender Sobotka, selbst in eine mögliche Parteispendinggeschichte involviert und nach Ansicht der Opposition befangen, schlug vor, die Wahrheitspflicht im Ausschuss aufzuheben. Nebengeräusche und Taktiken, die offenbar nur dazu dienen sollten, die Sache in die Länge zu ziehen. Das Ziel ist erreicht: Der Untersuchungsausschuss hat nur noch ein paar Tage, eine Verlängerung wurde abgeschmettert – mit den Stimmen der mitregierenden Grünen, die ihr Selbstverständnis als Anti-Korruptionspartei ins künstliche Koma versetzt zu haben scheinen.

Indessen tritt die Wirtschafts- und Korruptions-Staatsanwaltschaft (WKStA) in Wien auf den Plan und wirft niemand Geringerem als dem Kanzler vor, im Untersuchungsausschuss zu vier Punkten eine falsche Zeugenaussage getätigt zu haben. Die WKStA stützt sich dabei auf einen Vergleich seiner Aussagen in der parlamentarischen Befragung mit Inhalten aus Chat-Verläufen.

In diesen Unterhaltungen zwischen dem Kanzler, seinem Vertrauten und wichtigsten politischen Begleiter, sowie Finanzminister Gernot Blümel und dem mächtigen Chef der Staatlichen Beteiligungs-AG (ÖBAG) Thomas Schmid und anderen wird aus Sicht der Staatsanwaltschaft ein anderes Bild erkennbar als jenes, das der Regierungschef in der Befragung zeichnete. Wo Kanzler Kurz sich in der Befragung zur Bestellung Schmidts als nur allgemein informiert oder routinemäßig befasst darstellte, vermutet die WKStA eine sehr viel deutlichere Einnischung des Regierungschefs in die wichtige Personalie.

Dass die Staatsanwaltschaft nun eine Anklage wegen Falschaussage vorbereitet, sorgt für deutliche Nervosität in der türkisen Mannschaft. Es ist ein Novum in der österreichischen Politik. Noch nie sah ein Kanzler sich damit konfrontiert, dass während der Amtszeit ein Strafverfahren gegen ihn eingeleitet wurde. Die ersten Antworten waren Nebelgranaten und Schuldzuweisungen. Er habe ein reines Gewissen, erklärte Sebastian Kurz, und er sei sicher nicht korrupt – eine Verteidigung, die an der Anklage vorbeigeht, die sich auf Falschaussagen bezieht.

Öffentlich diskreditieren die im Ausschuss geladenen Türken das wichtige parlamentarische Kontrollgremium als „Löwingerbühne“, als Klamauk-Veranstaltung. Nicht Wahrheitsfindung sei dort das Ziel der Opposition, sondern die Vernichtung des politischen Gegners. Entsprechend weist Kurz auch nur jeden Anflug eines Gedankens an persönliche Konsequenzen weit von sich. Rücktrittsdebatten? Entbehrlich. Stattdessen: ein Kanzler, der gute Nachrichten sendet und einen Sommer der Normalität verspricht. Expertenwissen? Entbehrlich. ●

Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Luxembourg Connection

Paul Konsbruck, chef de cabinet de Xavier Bettel, Premier ministre (DP) et ministre en charge des Communications, prendra en octobre la direction de Luxconnect, entreprise (éminemment stratégique) capitalisée par l'État, en charge du développement et de l'exploitation des infrastructures de réseaux au Grand-Duché. Paul Konsbruck remplacera Roger Lampach, CEO annoncé depuis décembre pour prendre la tête de Luxprovide, filiale de Luxconnect développant le superordinateur (HPC) Meluxina. « Monsieur Konsbruck s'est investi depuis plus de sept ans au service de l'État. Ensemble avec toute l'équipe je le remercie pour son engagement durant toute cette période et je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions », a fait savoir le Premier ministre par voie de communiqué en fin de semaine dernière. Jeff Feller, juriste et politologue de formation et actuellement secrétaire parlementaire du groupe parlementaire libéral,

assumera les fonctions de chef de cabinet laissées par Paul Konsbruck (photo, 2014 : Nicolas Bouvy). L'ancien journaliste (*RTL* puis rédacteur en chef d'*Eldorado*) envisageait depuis 2018 déjà un retour dans le « privé ». Paul Konsbruck abandonne en outre ses mandats d'administrateur chez SES et Encevo. Edouard Wangen, président de Luxconnect, lui-même ancien fonctionnaire et par ailleurs conseiller de Docler Holding, opérateur de streaming coquin, se félicite de la nomination : « Paul Konsbruck is a perfect match for the company, he has shown that he has a very clear vision of Luxconnect's potential as a neutral enabler for the country's ICT sector and digital economy. He is the right person to bring the company to the next level, by further investing in state-of-the-art infrastructure and acting as an important facilitator for the Luxembourg ICT and broadband strategy », est-il écrit dans le communiqué. pso



Land

28.05.2021

9

WIRTSCHAFT

Protest vor Amazon-Sitz



Am Mittwoch protestierten rund 20 Aktivisten vor dem europäischen Hauptsitz von Amazon in Luxemburg gegen die Geschäftspraktiken der Online-Plattform. Anlässlich der Hauptversammlung der Aktionär/innen wollte die deutsche Stiftung Ethik & Ökonomie (Ethecon) einem Amazon-Vertreter den Dead Planet Award überreichen, den sie im November 2020 wegen „Gewerkschaftsfeindlichkeit, Steuerflucht, Ausbeutung im Schatten der Pandemie, Umweltzerstörung und anderer Verbrechen“ an den Firmengründer und CEO Jeff Bezos verliehen hatte, wie Ethecon mitteilt. Die Demonstranten, denen sich Mitglieder der Kampagne Make Amazon Pay!, Verdi-Gewerkschafter und Vertreter von Déi Lénk angeschlossen hatten, blieben jedoch vor verschlossenen Türen. Zuletzt war Amazon in die Schlagzeilen geraten, weil der Europäische Gerichtshof entschieden hatte, dass Steuervorteile in Höhe von 250 Millionen Euro, die Luxemburg Amazon im Rahmen seiner Ruling-Praktiken zwischen 2006

und 2014 gewährt hatte, rechtsens seien. Kurze Zeit später wurde bekannt, dass Amazon auch 2020 trotz Rekorderneuerungen von 44 Milliarden Euro in Luxemburg keine Körperschaftsteuern bezahlt hat. Amazon zählt inzwischen über 3 000 Beschäftigte im Großherzogtum (bis Ende des Jahres sollen es 3 600 sein) und gehört zu den zehn größten privatwirtschaftlichen Arbeitgebern. Jeff Bezos hatte auf der Aktionärsversammlung am Mittwoch angekündigt, die Firmenleitung am 5. Juli an seinen designierten Nachfolger Andy Jassy abzugeben. ll

La brasserie capitalise sur l'eau

La Brasserie nationale élargit son offre en eau avec le lancement en fin de semaine passée de « Lodyss Spruddeleg ». Cette eau pétillante complète la gamme offerte depuis mars 2020 avec la « Liicht Spruddeleg » et l'eau plate. Le brasseur de Bascharage concurrence ainsi encore un peu plus Rosport qui produit et distribue des eaux sur ces mêmes trois créneaux. La vente de Lodyss a sauvé du marasme l'exercice comptable 2020 de la Brasserie



nationale, fortement marqué par la pandémie et la fermeture de l'horeca, fait remarquer le directeur de la brasserie Mathias Lentz au *Land*. « Ça nous a fait du bien d'avoir Lodyss », confie le fils du charismatique Georges Lentz Jr. (photo : sb) qui, à 72 ans, passe progressivement la main à ses enfants. Le chiffre d'affaires de la brasserie a chuté de trente pour cent. L'augmentation dans les mêmes proportions des ventes en grande surface n'a toutefois pas comblé le déficit. « À la maison, on a toujours le mari ou l'épouse qui dit à l'autre qu'il a assez bu, tandis qu'au bistrot... », s'amuse Mathias Lentz. Le nouveau directeur de la brasserie (depuis janvier) se dit « vraiment content » du succès rencontré par la commercialisation de l'eau pompée à 300 mètres sous la brasserie. La direction estime qu'avec ses 29 000 hectolitres d'eau produite, elle a conquis quarante pour cent du marché « verre consigné ». L'objectif de 40 000 hecto est clairement assumé. « Lodyss Spruddeleg » n'est pour l'instant distribuée qu'en format 25 centilitres dans l'horeca. Affectée par le décès accidentel de Paul Helminger en avril, la famille Lentz n'envisage pour l'instant pas de remplacer son regretté administrateur. pso

À bas Déi Gréng !

De *Letzeburger Bauer* change de layout mais pas de contenu. Pourtant pas de révolution esthétique pour l'organe hebdomadaire de la Centrale paysanne qui revendique un



tirage de 4 100 exemplaires. La typo a été changée, les pages remaniées, et les mots croisés et le Sudoku « font leur comeback ». Avec Laurent Schüssler, c'est un ancien des Éditions Saint-Paul qui vient de reprendre la direction de la Cepal. Le contenu rédactionnel du *Letzeburger Bauer* reste très « old school » et fermement dans la ligne productiviste, anti-bio, anti-verts et chrétienne-sociale. Sur la double-page « Politique », on ne compte pas moins de trois articles flagellant les Verts et leur « idéologie » : « Das U-Boot der Grünen », « Déi Gring sollen eis Baueren a Rou loossen », « Rollenspielen ». Le premier, signé Laurent Schüssler, traite de l'Observatoire de l'Environnement et pose la question (rhétorique) : « Nur ein Mittel, die Ideologie der Déi Gréng unter einem pseudo-toleranten und neutralen Deckmäntelchen zu verbreiten ? » Le deuxième est une lettre à la rédaction dans laquelle Astrid Lulling (CSV) fait de l'Astrid Lulling : « Gring Politiker an aner gring Ideologen, déi net emol en eegene Gaart hunn, wëllen de Bauere virschreiwen, wéi si hir Betriber ze féieren hätten. » Le troisième, une tribune libre

pondue par le journaliste du *Wort*, Marc Hobscheid, donne des conseils tactiques aux paysans en leur suggérant de concentrer leurs « attaques » sur le ministre de l'Agriculture, Romain Schneider (LSAP), plutôt que sur leur ennemie préférée, Carole Dieschbourg. « Der Agrarminister lebt in erster Linie von seiner jovialen Art und weniger von seiner Fachkompetenz, doch wenn er hart attackiert wird, bekommt Schneider Nette-Onkel-Image schnell Risse. » bt

Hecke-Lëtzeburger

Entre 2009 et 2019, le nombre de Luxembourgeois habitant en Rhénanie-Palatinat est passé de 4 906 à 9 470, c'est ce qu'annonce cette semaine le Statistische Landesamt dont le siège se trouve Bad Ems. C'est surtout la région autour de Trèves qui aspire les Grand-Ducaux. Une présence massive (équivalente, en nombre d'habitants, de Bettembourg) qui repose la question d'une représentation consulaire à Mainz. La pandémie et les fermetures des frontières ayant rappelé la fragilité de l'Europe de Schengen. bt

À louer

Via une question parlementaire, le maire de Dudelange, Dan Biancalana (LSAP), veut savoir du ministre de l'Économie (et camarade socialiste), Franz Fayot, si la « restructuration » de Guardian signifie effectivement la fin de la présence de Guardian

dans la zone industrielle de Dudelange. Fayot confirme noir sur blanc ce que tous savaient : Le site de Dudelange sera entièrement fermé en 2023, les activités transférées à Bascharage (la commune de Michel Wolter, CSV). D'ici deux ans, « le droit de superficie actant la mise à disposition du terrain abritant l'usine à Dudelange sera résiliée ». Fayot devra donc endosser les habits de commis-voyageur et trouver un nouveau locataire pour la zone industrielle Wolser. Dans des termes, très génériques, il évoque pour l'instant seulement « de nouveaux projets industriels ayant une influence motrice sur le développement économique ». Rappelons que le dernier grand projet industriel prévu dans cette zone industrielle s'appelait Fage. bt



Horesca kritisiert Schnelltestregelung

Nachdem der Branchenverband Horesca Anfang des Jahres mit der Initiative „Don't forget us“ einen Konkurrenten im Bereich der Interessenvertretung von Restaurant- und

Gaststättenbetreibern bekommen hat, der ihn vor zwei Wochen zudem noch öffentlich scharf kritisierte, steht der Verband etwas unter Zugzwang. Am Donnerstag ging Horesca-Direktor François Koepp auf *RTL-Radio* in die Offensive. Koepp forderte, dass die Corona-Schnelltests nach dem 12. Juni eingestellt werden sollen. Die Tests seien in manchen Fällen zu teuer und insbesondere zur Mittagszeit zu zeitaufwändig, die Kunden könnten sie auch am Morgen zuhause, anstatt im Restaurant oder Café durchführen. Ferner verlangte der Horesca-Direktor die Abschaffung der nächtlichen Ausgangssperre und die Wiedereinführung der normalen gesetzlichen Sperrstunde. Nicht zuletzt müssten die staatlichen Wirtschaftshilfen bis Ende des Jahres beibehalten und in bestimmten Fällen (z.B. für Partyservices und Firmen aus dem Bereich des Eventmanagements) noch erhöht werden, meinte Koepp. Das aktuelle Covid-Gesetz läuft am 12. Juni aus. ll

Ticker



Der Crassier Terres Rouges liegt zwischen Esch/Alzette,

Belval, Russange und Audun-le-Tiche

Metropole in the Making

Luc Labouille

Mit einer Internationalen Bauausstellung will der grüne Landesplanungsminister Claude Turmes die Weichen für die Schaffung einer grenzüberschreitenden Metropole im Süden Luxemburgs stellen. Damit soll die Region auch als attraktiver Wohnort für neue Fachkräfte erschlossen werden



Der Minister für Landesplanung, Claude Turmes

Kräsi Die 90 Hektar große Geröllwüste zwischen Esch/Alzette und Audun-le-Tiche sieht aus wie ein riesiger Abenteuerspielplatz. Umrundet von kleinen Hügeln, hat sich in der Mitte ein See gebildet, an dessen Ufer Hecken und Sträucher wuchern. Auf französischer Seite wächst Gras. Seit 100 Jahren baut der Schotterproduzent Cloos SA hier Schlacken ab, zerkleinert sie und lädt sie mit Förderbändern auf LKWs damit Baufirmen sie als *Kräsi* in Straßen verarbeiten können. Doch seit der Schließung der Hochofen bleibt der Nachschub aus. Bis 2023 sollen die Schlacken auf dem *Crassier Terres Rouges* abgetragen sein. Danach sollen noch zwei Jahre Sanierungs- und Erdarbeiten durchgeführt werden.

Pläne für eine Neuerschließung der Industriebrache liegen seit über zwei Jahrzehnten vor. 1999 wollte die Stadt Esch in der zwei Jahre zuvor stillgelegten *Centrale thermique* am Rande der Halde ein Kultur- und Jugendzentrum einrichten. 2002 sprengte Arcelor die drei daran angegliederten Kühltürme, obwohl die Stadt Esch einen Baustopp verhängt hatte. Die Umnutzung der *Centrale thermique* scheiterte 2003 am Widerstand der Regierung, die die Sanierung als zu teuer einschätzte. 2015 riss ArcelorMittal das monumentale Industriegebäude schließlich ab.

Auf der dahinter liegenden Halde, die ebenfalls Arcelor-Mittal gehört, soll ein grenzüberschreitendes Stadtviertel entstehen. 60 Hektar liegen auf französischer Seite, die restlichen 30 Hektar gehören zum Gebiet der Stadt Esch. Dem Escher Schöffenrat schwebt die Einrichtung einer Freizone vor. Das neue Viertel soll zum fehlenden Bindeglied zwischen Esch/Alzette und Audun-le-Tiche werden und zwei Regionen mit unterschiedlichen Höhenbereichen, wirtschaftlichen Dynamiken und politischen Befindlichkeiten miteinander verbinden.

Lebensreform Mit einer Internationalen Bauausstellung (IBA) wollen der grüne Landesplanungsminister Claude Turmes, die Uni Luxemburg und das Luxembourg Center for Architecture (Lxca) die grenzüberschreitende Entwicklung im Luxemburger Süden nun vorantreiben. Die IBA ist ein urbanistisches Programm, das vor rund 120 Jahren in Deutschland ins Leben gerufen wurde. Vor dem Hintergrund der Lebensreformbewegung entstand 1901 auf der Mathildenhöhe in Darmstadt die erste Internationale Bauausstellung, die Kunst und Alltag, Stadt und Natur zu vereinen versuchte. Die bekanntesten Bauausstellungen wurden in Stuttgart (1925-1927), Berlin (1953-1957 und 1977-1987) und im Ruhrgebiet (Emscher Park; 1988-1999) durchgeführt. Inzwischen wurde das IBA-Programm auch für das

Mit der IBA Alzette Belval könnte die renommierte „Marke“ ihren Exportkurs fortsetzen und der Minette-Region nach der Europäischen Kulturhauptstadt Esch 2022 und der Aufnahme der Pro-Sud-Gemeinden in das Man and the Biosphere Programm der Unesco weitere internationale Sichtbarkeit beschern

Ausland geöffnet, erste Projekte entstanden im niederländischen Limburg, in Wien und im Dreiländereck in Basel, wo die erste grenzüberschreitende Bauausstellung in diesen Wochen zu Ende geht. Mit der IBA Alzette Belval könnte die renommierte „Marke“ ihren Exportkurs fortsetzen und der Minette-Region nach der Europäischen Kulturhauptstadt Esch 2022 und der Aufnahme der Pro-Sud-Gemeinden in das

Man and the Biosphere Programm der Unesco weitere internationale Sichtbarkeit beschern.

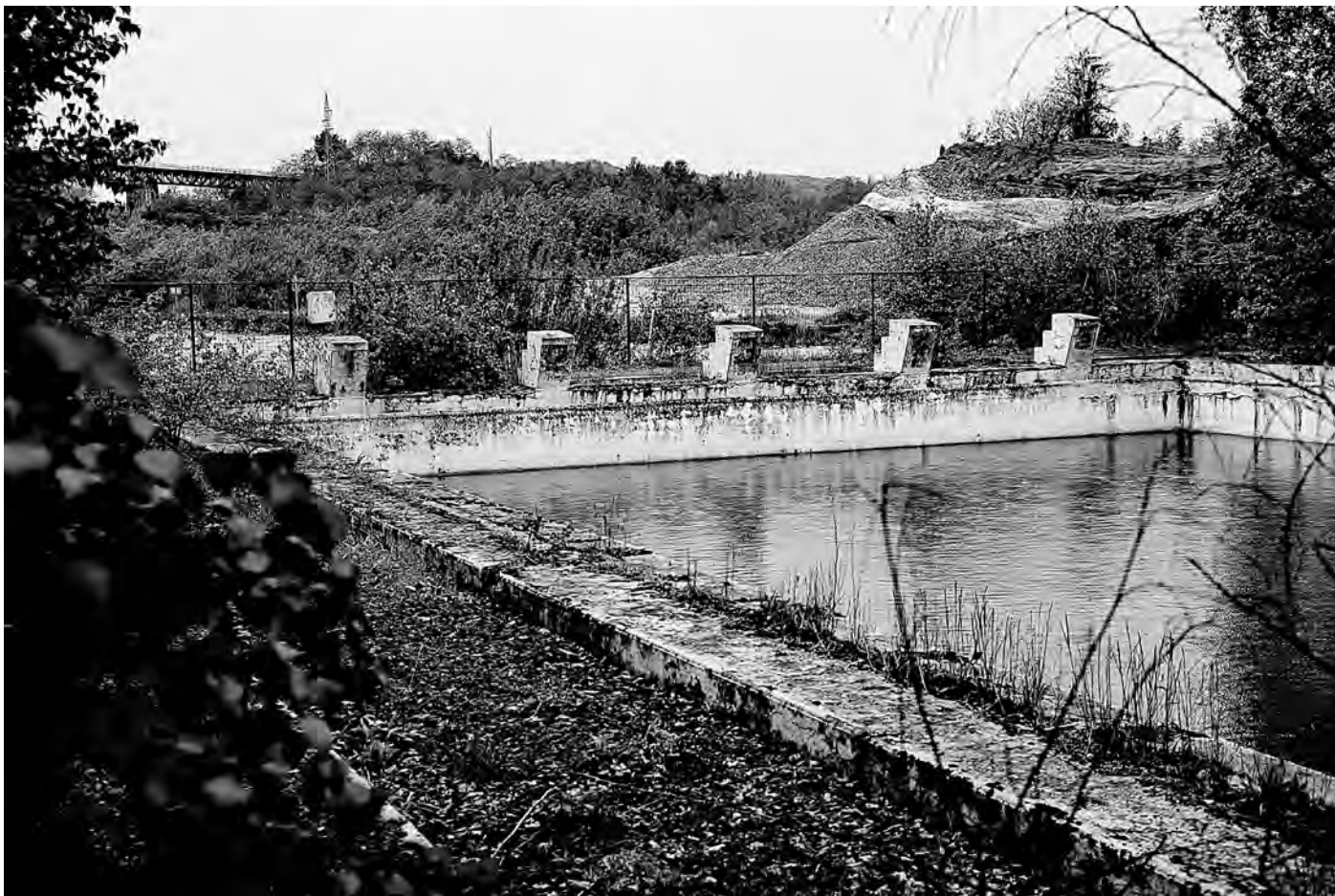
Das Format folgt keinem vordefinierten Schema und es gibt auch keine verbindliche Konvention darüber, was eine IBA ausmacht. Ausschlaggebend sind die Qualität, die Modellfunktion und der experimentelle Charakter der Projekte. Die IBA Alzette Belval befindet sich seit Anfang dieses Jahres in einer Vorbereitungsphase. Bis Anfang 2022 soll ein Dossier erstellt werden, das bei einem Expertentrat in Deutschland eingereicht werden muss. Dieser Rat aus Architekt/innen, Stadtplaner/innen, Forscher/innen und Soziolog/innen bewertet das Dossier und entscheidet über die Aufnahme in das Programm. Die IBA wird vom deutschen Bundesbauministerium gefördert, versteht sich aber als unabhängiges Organ.

Die IBA Alzette Belval ist auf zehn Jahre ausgelegt. In der Vorbereitungsphase geht es nun vor allem darum, ein Motto und eine Zielsetzung zu finden, und das Gebiet zu definieren, auf dem die IBA vorantreiben soll. Für Landesplanungsminister Claude Turmes soll das Territorium des *Groupement européen de coopération territoriale* Alzette Belval (GECT) als Ausgangspunkt dienen. Hier könnte

Rédange einzurichten und die seit fast 20 Jahren geplante Neumnutzung des ehemaligen Escher Freibads ERA, das unmittelbar an den *Crassier* grenzt, zu beschleunigen, erklärt die Urbanistin der Stadt Esch, Daisy Wagner, gegenüber dem *Land*. Der Escher Schöffe Pim Knapp (DP), der im März den Vorsitz des GECT übernommen hat, will insbesondere die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Rahmen von Esch 2022 verbessern und kündigt für den nächsten Europatag einen *Bal musette* in Esch/Alzette an.

Mille-feuille Der *Crassier Terres Rouges* könnte wegen seiner zentralen und grenzübergreifenden Lage in der Region zu einem bevorzugten Ort für Modellprojekte im Rahmen der IBA werden. Doch insbesondere auf französischer Seite befinden sich noch mehrere Brachen, die ebenfalls auf ihre Erschließung warten. Zu diesem Zweck hatte der französische Staat 2012 das *Etablissement public d'aménagement* d'Alzette Belval (EPA) gegründet, das nun als Partner für die IBA gewonnen werden konnte. Durch den direkten Druck des EPA zu Paris könnte das administrative *Mille-feuille* umgangen und die grenzüberschreitende Zusammenarbeit erheblich erleichtert werden, hofft Turmes.

Eine wichtige Voraussetzung für die Durchführung einer Internationalen Bauausstellung ist eine drängende regionale Problemlage, die es zu lösen gilt. Im Fall von Alzette Belval haben die Verantwortlichen den Wohnungsnot als Dringlichkeitsprogramm ausgemacht. Die Luxemburger Servicegesellschaft ist in hohem Maße auf Pendler/innen aus Frankreich angewiesen. Doch die Arbeitsmarkregion ist quasi leergelegt. Viele Einwohner/innen aus Luxemburg verlegen ihren Wohnsitz in die französischen Grenzortschaften, weil Grundstücke und Immobilien dort noch halbwegs bezahlbar sind. Gleichzeitig ziehen immer mehr Menschen



Das ERA-Freibad wurde 1925 eröffnet und war bis Ende der 1980-er Jahre in Betrieb



aus weiter entfernten Regionen auf der Suche nach einem Job in die Nähe von Luxemburg. Durch diese Migrationsbewegungen steigt der Druck auf den Immobilienmarkt in der Großregion und lässt auch in den Dörfern entlang der Grenze die Preise anschwellen. Die altergesessene Bevölkerung wird durch die neuen Migrant/innen verdrängt (vgl. *d'Land* vom 12. Februar 2021). Für die französischen Gemeinden wird diese Situation zunehmend zur Belastung und sie fühlen sich von ihren wirtschaftsstarke Nachbarn alleine gelassen.

Sowohl für die Uni Luxemburg als auch für die luxemburgische Regierung steht daher die Schaffung von bezahlbarem Wohnraum auf beiden Seiten der Grenze bei der IBA im Vordergrund. Die Luxemburger Wirtschaft unterstützt das Projekt, denn attraktive Wohnlagen in der Grenzregion könnten neue Talente anziehen, erklärt Turmes.

Die IBA sei zwar keine Wunderwaffe, aber sie könne Pilotprojekte mit einer gewissen Strahlkraft hervorbringen, die Architektur und Raumplanung noch in den nächsten Jahrzehnten prägen werden, betont der Architekturprofessor Peter Swinnen, der die Uni Luxemburg in den Planungsgremien für die IBA vertritt. Besonderen Wert soll dabei auf neue Wohnformen und alternative Modelle des Zusammenlebens gelegt werden, ohne jedoch dogmatisch zu sein, sagt Swinnen. Wohnen sei primordial und nicht nur etwas, das man nach der Arbeit tue, deshalb sei es wichtig, Einrichtungen wie Bibliotheken, Schulen und Kindertagesstätten zu schaffen. Auch Kulturhäuser und Sportstätten seien notwendig, ergänzt Marie-Josée Vidal, Erste Regierungsrätin im Landesplanungsministerium und Präsidentin der Entwicklungsgesellschaft Agora. Vidal erwartet sich von der IBA kritische Diskussionen über einen Mentalitätswechsel im Bereich der Bodennutzung, der Baudichte und der Erschließung gemeinsamer Räume. Swinnen weist darauf hin, dass sich insbesondere auf französischer Seite noch viele Dörfer befinden, was im



Als Partner des *Office du Ducroire* bietet die BIL Unternehmen, die Produkte und Dienstleistungen ins Ausland exportieren möchten, eine wirkungsvolle Unterstützung an. Entdecken Sie BIL Trade Finance auf www.bil.com/odl oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.



Hinblick auf die Baudichte bei der Planung berücksichtigt werden müsse.

Der Wohnungsnotstand betreffe die gesamte Grenzregion, deshalb solle die IBA sich nicht nur auf das Territorium des GECT beschränken, meint Swinnen. Es wäre schade, wenn bestimmte Gemeinden, die interessiert sind, nicht mit einbezogen würden. Turmes will außerhalb des GECT-Gebiets bislang lediglich Satellitenprojekte durchführen (zum Beispiel in Differdingen oder Düdelingen). Bei einem Workshop vergangene Woche habe sich aber herausgestellt, dass beispielsweise die französischen Kommunen der *Communauté d'agglomération* de Longwy mit den gleichen Problemen wie ihre Nachbargemeinden aus der CCPHVA zu kämpfen haben. Man müsse versuchen, so viele Partner wie möglich mit an Bord zu bekommen, fordert Swinnen.

Dogger Als identitätsstiftendes Merkmal, das die gesamte Grenzregion von Longwy über Esch bis nach Düdelingen verbindet und neue Gemeinsamkeiten in einem noch eher (post-)industriell geprägten Umfeld schaffen könnte, hat der belgische Architekturprofessor die Naturlandschaft des Dogger ausgemacht. Dieser Begriff bezeichnet eigentlich die rund 175 Millionen Jahre alte geologische Schichtstufenlandschaft, die die für die Region so charakteristische rötlich schimmernde Minette enthält, dem die luxemburgische Südregion ihren Beinamen verdankt. Dieser Dogger verlaufe nicht nur auf luxemburgischer, sondern auch auf französischer Seite, stelle Swinnen fest, nur dass die Gebiete dort weniger bekannt und bislang nicht als Naturschutz-zonen ausgewiesen sind. Sowohl Swinnen als auch Turmes betonen, dass die französische Seite des Dogger ebenfalls in das Unesco-Programm Man and the Biosphere aufgenommen werden könnte. Diese Naturlandschaften hätten nicht nur eine ökologische Bedeutung, sondern könnten auch als Naherholungsgebiet dienen oder als Quelle nachhaltiger Energie wirtschaftlich genutzt werden, sagt Peter

Swinnen. Architektur könne auch öffentlicher Raum, Infrastruktur oder Natur sein. „Wir müssen einen globalen Blick auf ein Gebiet richten. Eine IBA, die nur aus ein paar Gelegenheitsprojekten besteht, wird keinen Erfolg haben“, unterstreicht der Architekt, der neben seiner Gastprofessur an der Uni Luxemburg mit Partnern ein Büro in Brüssel betreibt.

Thematisch hält Turmes darauf, dass die Kriterien seines neuen Raumplanungsprojekts Luxembourg in Transition und der *Plans sectoriels* auch in der IBA berücksichtigt werden (vgl. *d'Land* vom 26. Februar 2021): Null Bodenverbrauch (*no net landtake*), kein CO₂-Ausstoß, Klimaschutz, Kreislaufwirtschaft und Bürgerpartizipation, zählt der Minister auf. Nachhaltige Kriterien sollten heute eigentlich bei jedem neuen Urbanismusprojekt Standard sein und müssten daher keine Besonderheit der IBA darstellen, ergänzt Swinnen im Gespräch mit dem *Land*.

Durch ihren experimentellen Charakter ist die Internationale Bauausstellung seit ihrer Gründung eine Projektionsfläche für reformistische Vorstellungen, Wünsche und Träume. In Frankreich sei das Experimentieren inzwischen sogar gesetzlich abgesichert, erklärt Turmes. Vor fast 20 Jahren wurde das *droit à l'expérimentation des collectivités locales* in der Verfassung verankert. Erst vor einem Monat wurde die *Prozedur* noch einmal gesetzlich neu geregelt. Es ermöglicht, bestimmte Praktiken ohne Rücksicht auf bestehende Gesetze in einem begrenzten und strikt definierten Rahmen auszu-probieren. Auch im Bereich der Stadtplanung und des Wohnungsbaus. Dieses Recht passe gut zur IBA, unterstreicht Marie-Josée Vidal. „Wenn man merkt, dass das Experiment funktioniert, kann man die Gesetzgebung gegebenenfalls anpassen. Wenn es nicht funktioniert, muss man seine Lehren daraus ziehen“. Konkret könnte man zum Beispiel ein Projekt höher bauen, als gesetzlich erlaubt, oder weniger Parkplätze vorsehen, als vorgeschrieben, sagt Vidal. Turmes kann sich vorstellen, im Bereich

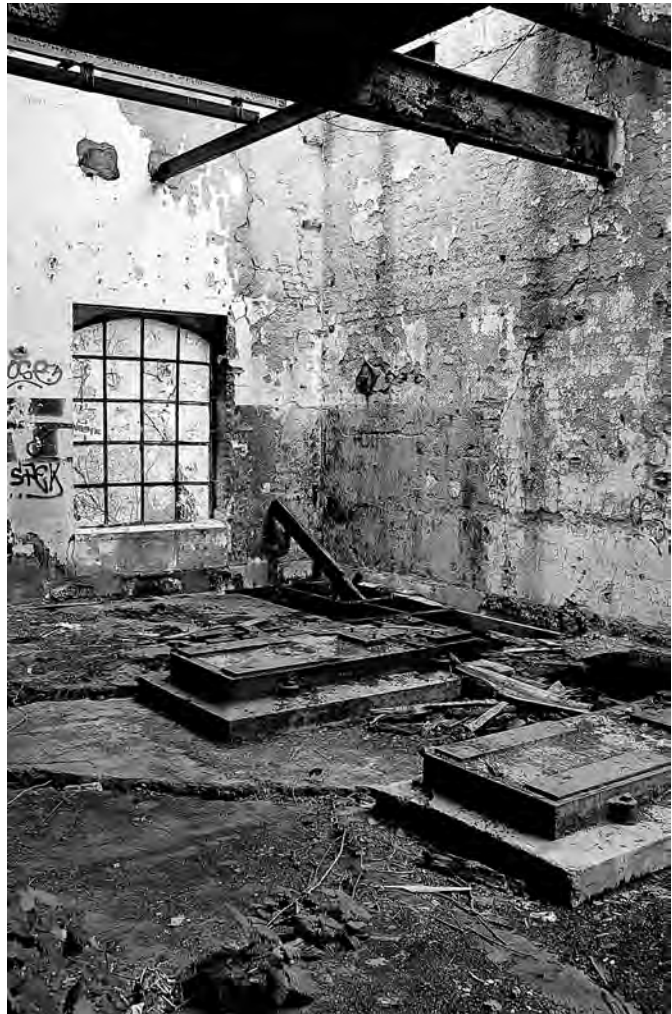
der Kreislaufwirtschaft zu experimentieren. Auch Peter Swinnen möchte im Rahmen der IBA Dinge ausprobieren, die unter normalen Umständen mit den aktuellen Regeln und Gesetzen nicht möglich sind. Allerdings müsse die Politik klare Prioritäten festlegen. Trotz ihres experimentellen Charakters sei eine IBA kein Freifahrtschein „pour faire n'importe quoi“, mahnt der Architekturprofessor. Es sei wichtig, die soziale Verantwortung und die gesellschaftlichen Verpflichtungen nicht aus den Augen zu verlieren.

Kosten Die IBA Alzette Belval soll aber mehr als ein Experimentierfeld für Stadtplaner/innen und Ar-

Trotz ihres experimentellen Charakters sei eine IBA kein Freifahrtschein „pour faire n'importe quoi“, mahnt der Architekturprofessor Peter Swinnen. Es sei wichtig, die soziale Verantwortung und die gesellschaftlichen Verpflichtungen nicht aus den Augen zu verlieren

chitekt/innen werden. Eine Gesellschaft (über die Rechtsform ist man sich noch nicht einig) mit einem Büro und festen Mitarbeiter/innen soll Gemeinden, Bauherren und Privatpersonen mit einbinden und sie bei ihren Projekten beraten. Das Hauptbüro wird voraussichtlich in Frankreich angesiedelt, doch in Esch/Alzette könnte eine Filiale entstehen. Zurzeit werde ein wissenschaftliches Komitee mit internationalen Expert/innen zusammengestellt, um zu gewährleisten, dass ein gewisses Niveau an Qualität und Innovation erreicht werde, sagt Turmes. Namen wolle er noch keine nennen. Auch eine Charta, die in den vergangenen Wochen offenbar ausgearbeitet wurde, wollte das Landesplanungsministerium auf Nachfrage nicht herausgeben.

Bis zum Start der IBA Alzette Belval muss noch die Finanzierung geklärt werden. Alleine mit der Aufnahme in das Programm sind keine Zuschüsse durch den deutschen Bund oder die IBA verbunden. Sowohl für die noch zu schaffende Gesellschaft (und das Personal), als auch für die stadtplanerischen Projekte müssen die Partner eigene Mittel aufbringen. Diese können entweder privat oder öffentlich sein. Auf staatlicher Ebene werden diese Diskussionen im politischen Komitee geführt, das sich alle zwei bis drei Monate treffen soll. Ob Frankreich und Luxemburg sich die Kosten teilen werden oder ob Luxemburg auf diese Weise einen weiteren Teil der von französischer Seite gelegentlich geforderten Steuerrückführungen begleichen wird, ist noch unklar. Die Uni habe vorgeschlagen, dass die öffentlichen Akteure auf beiden Seiten sich budgetär engagieren sollten, sagt Swinnen. Eine IBA könne und dürfe sich nicht alleine auf private Bauherren verlassen. Durch seine internationale Visibilität könne die IBA auch die Chance auf europäische Fördergelder erhöhen, meint Marie-Josée Vidal. Der Experte warnt jedoch davor, dass die Vergabe Kriterien von nationalen oder europäischen Förderprogrammen die durch die IBA gesetzten Ziele eines Projekts verändern könnten. ●



Chèque en blanc

Georges Canto

La courte histoire des SPAC est déjà jalonnée d'arnaques et d'échecs, l'heure est au resserrage de boulons, notamment sur le plan comptable



Cage d'escalier
chez Arendt
& Medernach
au Kirchberg

Imaginons qu'une personne de votre connaissance, de fort bonne réputation, vous invite à souscrire, à l'occasion de l'introduction en bourse d'une société, un montant élevé de ses actions mais sans vous révéler où les fonds seront finalement investis, pour la bonne raison qu'elle-même l'ignore ! Malgré la confiance que vous lui accordez, il est probable que vous hésitez à donner suite à cette proposition de rédiger une sorte de chèque en blanc au profit d'une « entreprise mystère ».

C'est pourtant que ce que font désormais des centaines de milliers d'investisseurs, notamment outre-Atlantique, en participant aux levées de fonds des SPAC. Une *Special Purpose Acquisition Company* (ou société à objectif spécifique d'acquisition) n'a pas d'activité industrielle, commerciale ou financière : elle se borne à collecter des fonds sur les marchés financiers (par émission d'actions) en vue de l'acquisition, dans un délai de deux ans, d'une entreprise non cotée, pas nécessairement identifiée à l'origine mais idéalement active dans un secteur en forte croissance.

Au moment de l'acquisition la SPAC est dissoute par fusion avec sa cible, qui devient alors l'entité cotée. Cette formule de « cagnotte cotée pendant une durée limitée » n'est pas nouvelle – elle remonte à plus de vingt ans – mais suscite un fort regain d'intérêt depuis 2019.

Aux États-Unis c'est carrément l'euphorie : En 2020 ce ne sont pas moins de 248 SPAC qui ont été introduites à Wall Street – contre à peine 59 en 2019 – pour un montant de 83 milliards de dollars. De janvier à avril 2021, on a dénombré 313 nouvelles SPAC, pour une collecte de plus de 101 milliards de dollars. Un mouvement porté par des conditions de marché favorables mais aussi par une culture du risque propre à ce pays. En juillet 2020, le manager de fonds spéculatifs Bill Ackman a levé un montant record de quatre milliards de dollars pour sa SPAC dont l'objectif est d'« épouser une licorne », c'est-à-dire une start-up technologique valorisée à plus d'un milliard de dollars.

En Europe, l'intérêt est réel mais nettement moins marqué, en raison des hésitations des investisseurs et de la méfiance des régula-

« Cette transaction ouvre la voie à un retour de la SPAC en Europe sous la forme de société luxembourgeoise » a déclaré un associé de Arendt & Medernach

teurs. En 2021 les nouveaux cas se comptent sur les doigts. Deux exemples récents ont néanmoins attiré l'attention.

En France le fondateur du groupe des télécoms Iliad (marque Free), Xavier Niel, et le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, ont levé 300 millions d'euros en décembre 2020 au sein de la SPAC « 2MX Organic » destinée à financer des acquisitions dans le monde des « produits responsables » (alimentation, santé, hygiène, beauté). Associés au fondateur du groupe alimentaire Zouari, ils prévoient une première acquisition dès 2021, pour un montant compris entre 1,5 milliard et 2 milliards d'euros. Le tandem n'en était pas à son coup d'essai, ayant déjà introduit en bourse, en avril 2016, avec le producteur audiovisuel Pierre-Antoine Capton, une SPAC qui a permis la création du groupe de médias Mediawan après avoir levé les 250 millions d'euros nécessaires à l'acquisition d'AB Production en mars 2017.

En mars 2021, la SPAC Lakestar a été introduite à la bourse de Francfort, levant 275 millions d'euros destinés à être investis dans une société de technologie d'une valeur pouvant atteindre quatre milliards d'euros. Les promoteurs de la SPAC ont été conseillés par le cabinet luxembourgeois Arendt & Medernach, et c'est la CSSF qui a approuvé le 19 février le prospectus établi en vue de la cotation. « Cette transaction ouvre la voie à un retour de la SPAC en Europe sous la forme de société luxembourgeoise » a déclaré un associé du cabinet. En un an près de vingt sociétés euro-

péennes ont été immatriculées au Grand-Duché, qui ne cache pas ses ambitions dans ce domaine (lire encadré).

Le principe de la SPAC ressemble à celui des fonds LBO, mais ces derniers mutualisent les risques sur plusieurs projets, et à celui des « search funds », apparus aux États-Unis il y a une vingtaine d'années. Ces fonds identifient un manager de qualité qui cherche lui-même à reprendre une société. Le fonds lui donne alors les moyens de ses ambitions en investissant à ses côtés. Contrairement aux SPAC, les « search funds » travaillent plutôt sur des opérations de taille modeste (moins de cinquante millions de dollars) mais il y a un point commun, qui est l'expertise et la renommée des « sponsors ». Elle est d'autant plus cruciale dans les SPAC que les investisseurs ne savent pas précisément au départ dans quelle firme ils placent leur argent. La crédibilité de l'équipe à l'origine du projet est déterminante : elle explique le succès des SPAC françaises, la notoriété et « force de frappe » de Xavier Niel, jointes au savoir-faire en M&A de Mathieu Pigasse et à l'expertise en audiovisuel ou en distribution de leurs partenaires, ayant convaincu d'autres apporteurs de leurs signer le fameux « chèque en blanc ». Au Luxembourg, la personnalité de l'allemand Klaus Hommels, pionnier du capital-risque européen qui a investi très tôt dans Skype, Spotify et AirBnB par le truchement d'un fonds nommé Lakestar a été le facteur-clé du succès de l'introduction en bourse de la SPAC éponyme.

Créer une SPAC, véhicule coté qui va ensuite « fusionner » avec sa cible, permet à une entreprise d'entrer en bourse sans passer par de longues et coûteuses procédures administratives et réglementaires. Pour le cabinet Arendt & Medernach, cela « correspond au désir d'efficacité et de réduction des délais d'entrée sur le marché d'aujourd'hui ». Cet avantage est reconnu par les régulateurs eux-mêmes : l'AMF en France a estimé en avril 2021 que les SPAC peuvent agir de façon complémentaire aux introductions traditionnelles et jouer un rôle de passerelle entre le *private equity* et la Bourse.

Des entreprises qui ne passeraient pas la barre d'une IPO classique peuvent y trouver leur compte. WeWork, après avoir renoncé à son introduction en octobre 2019, est revenue sur le marché boursier

en mars 2021 via une fusion avec une SPAC qui a levé 420 millions de dollars à cet effet. Et des institutions financières comme Goldman Sachs n'hésitent plus à sponsoriser des SPAC pour préparer l'introduction en bourse de sociétés prometteuses mais pas encore assez grandes ou « mûres » pour lever des fonds sur les marchés.

Pour autant le monde des SPAC n'affiche pas une grande sérénité. Un problème se pose au niveau des acquisitions à financer. Selon le site spécialisé SPAC Insider, une SPAC sur dix aux États-Unis est toujours à la recherche d'une cible. Il semble compliqué de trouver des start-up ou des sociétés technologiques qui entrent dans le champ des SPAC et qui aimeraient bénéficier de leur support. Les SPAC sont en compétition avec les fonds de *private equity*, gorgés de cash et au fonctionnement plus familier.

En conséquence certaines ont tendance à miser sur des sociétés qui encore récemment avaient eu du mal à lever des fonds auprès d'investisseurs pourtant habitués à la prise de risque. Une attitude encouragée par le délai accordé entre la cotation de la SPAC et la fusion avec sa cible, qui rend possible un retrait.

Au final le dispositif semble surtout rapporter aux banques d'affaires qui introduisent les SPAC en bourse, aux actionnaires des sociétés non cotées qui sont rachetées, mais pas à ceux qui ont apporté des capitaux aux SPAC au moment de leur introduction, à l'exception des sponsors qui ont les moyens de se couvrir.

Michael Klausner, professeur à Stanford, a étudié des SPAC américaines ayant réalisé leur fusion entre janvier 2019 et juin 2020 et constaté qu'elles avaient perdu douze pour cent de leur valeur dans les six mois, alors que le Nasdaq avait dans le même temps grimpé de trente pour cent. Des études plus récentes font état d'une baisse moyenne de 21 pour cent : lorsque la SPAC avait finalement identifié une cible et fusionné avec elle, la valorisation s'avérait trop élevée (des « évaluations extravagantes » ont été observées) rendant la performance de l'opération désastreuse pour les investisseurs restés au capital.

« Dans l'ensemble, investir dans une SPAC revient à tirer à pile ou face », estime Milos Vulanovic, un professeur de finance à l'EDHEC en France, puisque « seule la moitié d'entre elles s'avèrent être créatrices de valeur ».

Au nom de la protection des investisseurs, les régulateurs s'en mêlent. Dès mars 2020, le « gendarme de la bourse américaine », la SEC, déclarait que « les retours sur investissement ne correspondent pas au battage médiatique entourant la bulle SPAC », qui s'est confirmée au début 2021. Comme par ailleurs la courte histoire des SPAC est déjà jalonnée d'arnaques et d'échecs, l'heure est au resserrage de boulons, notamment sur le plan comptable.

Une des solutions envisagées pour assainir le marché serait radicale. Selon l'avocate française Mia Dassas, « seules certaines entités limitativement énumérées mais aussi des personnes morales remplissant des critères stricts se verront proposer d'investir dans une SPAC, ce qui exclut la sollicitation de personnes physiques, même les plus fortunées ». Comme c'est déjà le cas en France l'accès aux SPAC serait « limité à des investisseurs qualifiés avec une cotation sur le segment professionnel ». ●

Enjeu de place

En Europe il n'existe pas de cadre réglementaire unique pour les SPAC et plusieurs places financières rivalisent pour les attirer. Bien que les bourses d'Amsterdam et de Paris soient toutes deux gérées par Euronext, la ville néerlandaise se présente comme la « capitale européenne des SPAC », avec une dizaine de cotations, y compris par des sponsors français (fonds Tikehau), et de grosses levées : la SPAC ESG Core Investments a collecté en 1,2 milliard d'euros en deux jours, en février 2021. Un des avantages d'Amsterdam est que le régulateur néerlandais AFM a exclu les SPAC du champ de la très contraignante directive de 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Elles sont seulement soumises à la directive « Prospectus 3 » entrée en vigueur en 2019. En France, l'Autorité des marchés financiers ne cesse de proclamer sa « bienveillance » envers les SPAC en rappelant que le cadre réglementaire local est adapté à ces nouveaux véhicules, ce qui expliquerait l'augmentation importante du nombre de projets d'introduction de SPAC à la bourse de Paris enregistrée depuis le début de l'année 2021. Le Luxembourg veut aussi se positionner comme « la juridiction de prédilection où mettre en place des SPAC ». Selon François Warken, du cabinet Arendt & Medernach, l'introduction en bourse de la SPAC Lakestar illustre comment les règles appliquées au Grand-Duché « permettent de répliquer précisément en une société luxembourgeoise les caractéristiques d'une SPAC de type américain tout en maintenant une conformité totale avec la réglementation communautaire des marchés boursiers ». L'agrément de la CSSF permet de lever des fonds auprès de deux bourses différentes en Europe. Pour cause de Brexit, la place londonienne est encore peu concernée par l'essor des SPAC, de même que les bourses allemande et italienne. gc

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzebuurger Land

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

ESC, Erlöser einer Nacht

Michèle Thoma

Die Italiener haben Drogen genommen! Live sogar, es gibt Belege, eine Geste, unmissverständlich, jemand hat sie gefilmt. Eine Rockband, die Drogen nimmt!

Gerade haben wir die jährliche Heimsuchung überlebt, der ungeschützt sich durch Fernsehkanäle Zappende ausgeliefert sind. Schon hängen sie in den Fängen von Fabelwesen, übergossen mit klebrigem Kitsch, bombardiert mit schrillum Schrott, im Schmalz schmorend, behämmert, belämmert. Irgendwann wachen sie auf, mit einem brummenden Schädel, was war das jetzt?

Das war ESC, Europäischer Songcontest, einst Eurovision geheißen, einst Mainstream, Must, Familien-couchchipsession par excellence. Damals, Australien gehörte noch nicht zu Europa, Europa war noch gemütlich klein und übersichtlich, keine komischen Balkanstaaten, die einander die Punkte zuschoben. Es gab noch nicht mal einen Osten. Meist gewann England oder Frankreich oder sonst ein richtiges Land. Luxemburg z.B. Es ging geschniegelt und gebügelt zu, die Männer trugen Krawatten und die Frauen Roben, man konnte sie nicht verwechseln. Einmal gewann zwar eine, die barfuß war.

Diese Heimbesuchung hat aber eine große Fange-meinde, die ihr entgegenfiebert, vorwiegend jüngere Herren ergötzen sich an den mannigfaltigen Darbietungen, die von Jahr zu Jahr komplexer, ausgefuchster werden, Licht-, Nebel-, die ganz großen Mythenmaschinen. Poptheoretikerinnen- und -historiker. Immer grübeln, immer bedeutungsbeladener wird der Laden. Dazu natürlich die herkömmlichen Zutaten, Verrenkungen, Schweiß, Schicksal, Tränen. Und Glitzer, dieses Jahr viel.

Inmitten schwebender Heiligenscheine und Wurzelgeweihe g(r)ellt Grusella aus der Ukraine bucklig nachtvogelig durch Mark und Bein, eine Bulgarin trauert auf einer Art Eisscholle. Geschlechtlich neutrale ironisch movende Isländer*innen, niedliche litauische Hoppelroboter. Schweres finnisches Me-

tall, serbische Haarauswüchse, eine Französin, die Französisches macht. Deutsche mit Pimmelmützen. Ein gefallener Engel aus Norwegen mit einer Sonnenbrille aus dem 1-Euro-Shop ist an sich ab-rackernde Teufel gekettet und singt trotzdem. Aser-baidjan wartet mit gutem alten Strip ohne Strip aus dem Provinzpuff auf, wobei die Künstlerinnen immerzu Mata Hari schreien.

Es ist also nicht allzu verstörend feministisch. Die Frauen sind im Bonbonnière-Look mit üppiger Schleife. Die Sprecherinnen der Jury haben Gesichter mit den gern getragenen prominenten Backenknochen und den feststehenden Bäckchen, Gold fließt lockig über eine Schulter. Die Frauen sind durchgehend goldhaarig, selbst die moderierende Tatoon-Hünin. Die Herren sind diverser, der Kroat trägt sogar Anzug und Krawatte.

Zumindest ein paar Künstlerinnen bemühen sich aber. Tina Turner tritt für San Marino unter einem unbequemen Kopfpfutz an, Frauen müssen stark sein. Die Russin bricht vor mythisch bewegtem Hintergrund aus einem traditionell gemustertem Riesinnenreifrock aus, in sowjetsternrotem Jump-Suit, dazu wird „Be yourself! Be strong!“ eingeblen-

det. Die Botschaft der üppigen Malta-Sängerin in Babypink ist sicher auch feministisch, vielleicht ist *Don't Break Me* von den holländischen Schlangemenschen mit Lionel Richie anti- rassistisch. Das hilft Letzteren aber nicht, und obschon sie meine Lieblinge sind kriegen sie wie immer meine Lieb-linge null Punkt.

Und dann sie! Statt französischem Stil und Schweizer Schwulst dampfender Rock inkl. stampfender Rockerin. Erscheinungen aus einem verschollenen Nirwana, Jungs aus Gräten, heilige Stricher, dreckige Dealer. Paradiso-Pasolini, Italo-Gangster aus amerikanischen Filmen, aus einem anderen Jahrtausend. Weißes altes Weib assoziiert drauf los, deliriert drauf los, sie darf das, sie ist ein Weib*.

Ok, vielleicht ist der Sänger mit dem in Knochen gemeißelten Antlitz, der verruchte Heilige aus der Gosse ein Mittelklassejunge mit einem Latein lehrenden Elternteil. Vielleicht ging er gar in eine Waldorfschule. Und clean ist die Band jetzt auch noch, unanfechtbar wie eine Miss Universe, die ihre Ehrbarkeit bewiesen hat.

Aber, mille grazie, Erlöser einer Nacht! ●

Sophie & Magaly
vertraten
Luxemburg beim
Eurovision-
Song-Contest
1980 mit
Papa Pingouin



GESCHICHTE

Luxemburger Feuerwehrführer

Henri Wehenkel

Die Zeitung *De Letzebuurger Pompjee* bringt in ihrer letzten Nummer (n°2/2021) eine Doppelseite über die Schulung der Luxemburger Feuerwehrführer in der Feuerweherschule von Koblenz im Jahre 1941. Das Interesse der Feuerwehrleute an der Geschichte ist an und für sich lobenswert. Die Frage stellt sich nur, welche Lektionen sie aus der Vergangenheit ziehen.

In dem Beitrag erfährt man, was „29 Luxemburger Feuerwehrführer“ vom 20. bis zum 26. April 1941 in Koblenz erlernt und erlebt haben, ihren Empfang, die Einkleidung, das Wecken, Waschen, Bettenbauen, Kaffeetrinken, die Flaggenparade, den Unterricht über chemische Kampfstoffe, Führungszeichen, Befehlsskunde, Schlauchkunde, Löschangriff, das kameradschaftliche Verhältnis zwischen Schülern und Lehrern, „wobei aber doch auf Disziplin und Unterordnung gesehen wurde“, den gemeinschaftlichen Ausflug zur Königsbacher Brauerei und eine Besichtigung der Feste Ehrenbreitstein.

Nach Abschluss der Schulung trafen aus Luxemburg sechs Kantonalpräsidenten, der Gauinspektor der freiwilligen Feuerwehren in der Rheinprovinz und Kommissar des Feuerlöschwesens in Luxem-

burg und der Stellvertreter des Gauleiters ein. Ihnen zu Ehren fand eine Flaggenparade, ein Fußexerzieren und eine Angriffsübung statt, die so exakt und eindrucksvoll durchgeführt wurden, „dass die Gäste kaum glaubten, Luxemburger Feuerwehrleute vor sich zu haben“. Gezeigt wurde „was eine gute Ausbildung in wenigen Stunden aus Männern machen kann (und) welcher gute Geist in dem Luxemburger Feuerwehrmann steckt.“

Der Sekretär des Luxemburger Feuerwehr-Verbandes, Emil Consdorf, betonte im Namen der 29 Schulungsteilnehmer, „dass unsere Hoffnungen voll und ganz erfüllt wurden. Für uns Luxemburger war manches schwer und zwar dadurch dass unsere Feuerwehrleute 1. Keine militärische Vorbildung besitzen, 2. Die deutschen Kommandos uns sprachlich nicht so gut kommen und 3. Wir von den neuen deutschen Befehlsbestimmungen über das Feuerlöschwesen keine Ahnung hatten.“

Die Vorschläge des Herrn Consdorf fanden viel Verständnis. „Ein „Sieg Heil“ auf den Führer und das Einholen der Flagge beschlossen einen Lehrgang, der für Luxemburg von größter Bedeutung sein dürfte, stellt dieser doch einen Umschwung im Feuerlöschwesen für ganz Luxemburg dar.“ Der Bericht war von sechs Photographien begleitet, „eine bleibende Erinnerung an eine große Zeit und kameradschaftliche Verbundenheit.“

Der Beitrag über die Schulung von April 1941, ein Abdruck aus *Der Rheinische Feuerwehrmann* von Mai 1941, wurde kommentarlos abgedruckt. Kein Wort der Erklärung, kein Versuch die damaligen Zusammenhänge deutlich zu machen, kein Hinweis auf die widerrechtliche Annexion des Landes, die Germanisierung und die Militarisierung.

Einen Hinweis auf die Herkunft des Artikels liefert das Logo der historischen Kommission des Internationalen Verbandes der Feuerwehrleute (CTIF) und ein Farbfoto von Karl-Heinz Banse, dem neuen Präsidenten des „Deutschen Feuerwehrverbandes“, mit dem die Luxemburger Feuerwehrleute offensichtlich besonders enge Beziehungen haben.

Aus Rücksicht auf die Kameraden von drüben benutzen die Luxemburger Feuerwehrleute ihren offiziellen Namen, „Fédération Nationale des Pompiers du Grand-Duché de Luxembourg“, nur noch für den offiziellen Verkehr mit der „staatlichen Oberbehörde“, wie man in der letzten Ausgabe des *Letzebuurger Pompjee* lesen kann. Im Ausland treten sie als „Landesfeuerwehrverband Luxemburg“ auf. Die neue Bezeichnung hat den Vorteil, dass das ärgerliche Wort „national, nation“ wegfällt und dass beim Wort „Land“ unklar bleibt, ob es sich um das Land eines Bundesstaates oder eine wirkliche Nation handelt.

Für das Jahr 2021 sind zwei Aktivitäten geplant. Am 11. September findet die Grenzlandmeisterschaft im Stadion von Völklingen statt, die 6. Veranstaltung dieser Art. Sie bringt den Landesfeuerwehrverband Luxemburg zusammen mit dem Landesfeuerwehrverband Rheinland-Pfalz, dem Landesfeuerwehrverband Saarland, dem Landesfeuerwehrverband Oberes Elsass und der „Brandweer“ aus Belgien.

Am 18. September führt ein Tagesausflug die Pomjeesveteranen mit der Marie-Astrid über Wasserbillig nach Saarburg und zurück. Für gute Stimmung ist gesorgt und es wird sich manche Gelegenheit finden, die schönen, alten Lieder zu singen. Juppheidi, juppheida. ●

ZU GAST

Verloscht vun all Gerechtegkeetssënn

Loost mech Kloertext schwätzen: Et ass eng Sauerei, wat grad zu Lëtzebuerg passéiert. Eist Land soll duerch eng nei Verfassung grondleeënd ëmgekrempelt ginn, an dat hannert zouenen Dieren. De versprochene Referendum soll net kommen. E klenge Grupp vu Leit setzt elo d'Jalone fir déi zukünfteg Ausrichtung vun eisem Land. Eng Verfassung stellt dat wichtegst legislativ Dokument vun engem demokratesche Rechtsstaat duer. Eis sämtlech gewuesse Strukturen wéi d'Gemengen, d'Parlament, d'Justiz an natierlech d'Monarchie berouen op där Verfassung. Si huet eis déi lescht 150 Joer Fridden, Fräiheet a Wuelstand garantéiert. An elo? Véier Partie briedchen hiert Walversprechen:

CSV: „Vor dem ersten verfassungsrechtlichen Votum wird der Verfassungstext in regionalen Diskussionsrunden mit den Bürgern erörtert und durchdiskutiert. Sollten sich wichtige Erkenntnisse für den Verfassungstext ergeben, werden diese ihren Niederschlag im Verfassungstext finden. Erst dann wird die Abgeordnetenversammlung das erste verfassungsrechtliche Votum in Angriff nehmen. Dieser Text wird danach den Bürgern in einer Volksbefragung (Referendum) vorgelegt und wird das zweite verfassungsrechtliche Votum ersetzen. Bei positivem Ausgang erhält das Land während der nächsten Legislaturperiode eine neue Verfassung.“

LSAP: „Die LSAP wird prinzipiell am neuen Verfassungstext festhalten und sich im Parlament im Rahmen der ersten Lesung für das neue vorgeschlagene Grundgesetz aussprechen. Anstelle einer zweiten Lesung soll der neue Verfassungstext allen stimmberechtigten Bürgern anschließend nach breiter öffentlicher Diskussion zur Abstimmung per Referendum vorgelegt werden (...)“

DP: „Über ein Jahrzehnt wurde im Parlament an einer Verfassungsrevision gearbeitet. In der laufenden Legislaturperiode konnten die Arbeiten am neuen Verfassungstext beendet werden. Die vier größten im Parlament vertretenen

Parteien tragen diesen Text mit und haben sich für ein Referendum während der nächsten Legislaturperiode ausgesprochen. Da die Verfassung die eigentliche Rechtsgrundlage unseres Landes ist, muss im Vorfeld das Referendum mit weitgehendster und objektiver Information sowie mit weitmöglichster Bürgerbeteiligung begleitet werden.“

De Michel Lemaire ass
Präsident vun déi
jonk ADR

Déi Gréng: „Eine vielfältige, offene Gesellschaft grundet auf den Grundrechten, die in einer modernen Verfassung ausformuliert sind. Sie halten unsere Gesellschaft in ihrer Vielfalt zusammen und sichern das friedliche Zusammenleben. Deshalb ist es wichtig, die Reform unserer Verfassung zügig abzuschließen und per Referendum den Bürgern und Bürgerinnen zur Abstimmung vorzulegen.“

Verspruch – gebracht. Dat heiten ass en handfeste Skandal. A wéi rechtfärdegen déi véier Parteien elo dëse Skandal: D'Verfassungsreform gëtt opgespléckelt an Deelreformen. Ënnert dem Stréch gëtt natierlech an der Gesamtzomm déi ganz Verfassung geännert, d'Reform gëtt a Reformcher opgedeelet. Um Schluss steet en neie Verfassungstext. Dëst virsätzlecht Verhalen a Virgoe vun de véier Parteien, de Bierger iwwert de wichtigsten Text vum Land ze entmündegen, kéint een elo taktesch geschéckelt ausgefeilt nennen – d'ADR awer nennt d'Kand beim Numm: e bëlleigen Trick, Zeie vu politischer Kulturlosegkeet an e komplette Verloscht vun all Gerechtegkeetssënn. ● Michel Lemaire

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Endlech nees Stress

Jacques Drescher

Mir waarden all op d'Ema
A sti scho nees am Stau.
Wat schiff dat op der Terrass!
D'Horesca schléit Radau.

Lo sëtzt de nees op Dëscher
A wulls der an der Nues,
A weess no zéng Minutten,
Ob's de Corona hues.

All Mënsch bal léisst sech impfen
A flitt dann an d'Vakanz,
Well iergendwéi ass d'Liewen
Oun's d'Luxair net méi ganz.

D'lescht Zäit war jo ganz friddlech:
Vill Rou a kee Kontakt.
Et konnt ee Bicher liesen
An ass bal ofgekack.

PERSONNALITÉ



Boyd van Hoeij,

bien connu des cinéphiles luxembourgeois, notamment par sa participation au comité de sélection du Film Fund, le critique indépendant vient de recevoir la Plume d'Or 2020 du journalisme de cinéma de la Presse étrangère remise pour la quatorzième fois conjointement par l'Union des Journalistes de Cinéma (UJC) et l'Association de la Presse Étrangère en France. Membre de l'Association luxembourgeoise de la presse cinématographique (ALPC), Boyd van Hoeij (photo : Fabrizio Maltese) partage sa vie entre Luxembourg et Paris. Il publie ses articles et ses critiques de film dans différents médias (*The Hollywood Reporter*, *De Filmkrant*...) et est régulièrement membre de jurys dans de nombreux festival. Il a été primé pour l'ensemble de son travail écrit en 2019-2020, et tout particulièrement pour ses articles sur le cinéma français. Des papiers de fond tels que *A Year of Change and Resistance in*

French Cinema, sur une année spéciale pour le septième art français, des favoris cannois à l'émergence d'une nouvelle génération de réalisatrices en passant par le débat houleux autour de Roman Polanski, mais aussi pour des critiques de film, des perles contemporaines telles qu'*Été 85* de François Ozon ou le documentaire *Petite fille* de Sébastien Lifshitz, mais également des films plus patrimoniaux comme *La Haine* de Mathieu Kassovitz, sorti il y a 25 ans. [fc](#)

MUSIQUE / DANSE

Olé

En 2020, la première vague de la pandémie a eu raison de la quinzième édition du FlamencoFestival. Mais cette année, les organisateurs (la Kulturfabrik, le Círculo Cultural Antonio Machado, le Escher Theater et la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg) ont réussi à mettre en place un programme, qui a démarré ce jeudi pour durer jusqu'au 1^{er} juin.



Contrairement aux habitudes, les à-côtés du festival (stages et village flamenco) ne peuvent pas se tenir et le nombre de spectacles et de places est forcément réduit. Qu'à cela ne tienne, musique et danse seront bien au rendez-vous. Avec *Sin Permiso*, la Cie Ana Morales évoque le souvenir de son père, Sévillan émigré en Catalogne, à travers une gestuelle contemporaine (le 28 mai au Escher Theater). Dans *Cruces* (photo : Albrecht Korff) José Manuel Álvarez sort les artistes de leurs rôles traditionnels en utilisant un riche répertoire de mouvements ultramodernes tout en respectant rigoureusement les codes du cante jondo (le 29 à la Kufa). Au rythme des chants populaires andalous, de la guitare et des claquements de castagnettes, la chanteuse Laura Vital livre un *Flamencdown* plein d'humour (le 30 au Escher Theater). Enfin, mardi 1^{er} juin, la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg montre *Menese* de Remedios Malvárez, un portrait de José Menese, qui a transgressé les interdits sous Franco pour faire vivre son art. [fc](#)

LITTÉRATURE / EXPOSITION

Infiltration, transformation

À l'occasion de la remise du Prix Batty Weber à l'écrivain Pierre Joris, le Luxembourgeois vivant aux États-Unis, auteur de



quelques 80 ouvrages (poèmes, essais, traductions, anthologies, théâtre), expose aussi avec sa femme, la plasticienne Nicole Peyrafitte. Du 5 juin au 15 juillet, la galerie Simoncini donnera à voir le travail commun du couple sous le titre Actions / Travaux karstiques. Peintures, textes et vidéos montrent l'enchevêtrement des territoires de l'un et de l'autre. Ils nomment leurs créations « domopoétiques », une pratique quotidienne de transformation de leurs travaux en écriture, peinture, vidéo, conditionnement corporel, mais aussi de leurs activités ménagères et familiales. Une performance (photo) ouvrira l'exposition qui permettra de mieux ressentir leur processus « karstique ». Cet adjectif est choisi en référence aux phénomènes géologiques de dissolution et de transformation à l'œuvre dans la formation des topographies calcaires. Par un principe d'infiltration similaire, la langue se transforme en poème, le souffle en chant et la craie pigmentée devenue pastel marque le papier et la toile. [fc](#)

EN LIGNE

Art radiophonique

Le nom Radiom/Radiôme a été choisi pour le réseau d'art radiophonique de la Grande-Région. Les chaînes réunissent leurs idées, leurs archives sonores, leur temps et leur créativité pour produire une série de courtes pièces radiophoniques pour le net et la radio, organiser un festival d'art radiophonique. Ainsi, des pièces « miniatures » de une à cinq minutes sont progressivement mises en ligne. Tous les genres y sont représentés : pièces documentaires et littéraires, montage sonore, pièce radiophonique originale ou art sonore. On peut les écouter sur *radiom-radiome.eu* et seront également diffusées sur *Radio ARA Luxembourg* (et sur les radios partenaires). Les 3 et 4 juin, le Festival d'art radiophonique aura lieu en direct de la KuBa Saarbrücken et des Rotondes (avec une retransmission sur les ondes). Le jeudi, une œuvre d'art radiophonique est créée en direct sur scène, en improvisant, avec ou sans texte, avec des voix, des ordinateurs, avec des instruments classiques ainsi qu'avec une grande variété de bruits. Le vendredi, ce sera *The Compression Chamber*, un espace sonore qui modifie la perception. Deux microphones sont exposés à une compression extrême dans la salle et le son transmis aux écouteurs du public. Les artistes radiophoniques

exploreront les effets de l'audition comprimée sur les personnes. Sam Erpelding, Sandra Laborier et Claire Thill représentent le Luxembourg. [fc](#)

Nuit de la littérature



Le FICEP – Forum des instituts culturels étrangers à Paris – présente sa neuvième édition de la Nuit de la littérature, en format virtuel en raison des restrictions en vigueur en France. Ce samedi 29 mai, 17 auteurs proposent de découvrir l'une de leurs œuvres le temps d'une vidéo, avec des lectures d'extraits (en français et langue originale) et de courtes interviews. Fabienne Faust (née en 1978, photo : Vincent Flamion) représentera le Luxembourg avec des extraits de son dernier recueil *Hier - ein Fehlen* (en français *La Charpente d'un manque*), publié l'année dernière dans la collection Graphiti des éditions Phi en langue allemande. L'auteure présentera les traductions qu'elle a préparées pour l'événement. L'occasion pour découvrir cette poésie imagée, narrative



SCÈNES

Tous uniques

Depuis sa première création chorégraphique, *IF I...*, en 2013 et le Lëtzebuurger Danzpräis la même année, Giovanni Zazzera n'a eu cesse d'explorer l'humain dans ce qu'il a de fort et de fragile. Impliqué dans le projet *BlanContact*, où la danse réunit des personnes avec et sans handicap, il cherche à capter l'apparition de moments riches et surprenants qui naissent de la sensibilité et de la spontanéité des participants. Sa nouvelle pièce, *Out of Range* connaîtra sa première les 4 et 5 juin au Mierscher Kulturhaus (photo de répétition : Jessica Theis). Il a travaillé avec le chorégraphe syro-allemand Saeed Hani qui était danseur dans la pièce *Flowers grow even in the sand*. La performance avec six danseurs est inspirée de la citation de Mahatma Gandhi : « Notre capacité à atteindre l'unité dans la diversité constituera la beauté et le défi de notre civilisation ». Cette thématique de la diversité, riche et d'une grande actualité est abordée par les chorégraphes par le biais de l'individualité. « Il est essentiel de comprendre que chaque personne est unique et de reconnaître les différences individuelles qui peuvent se marquer à travers la race, l'origine ethnique, le sexe, le statut sexuel, le statut socio-économique, l'âge, les capacités physiques, les croyances religieuses, les convictions politiques ou d'autres idéologies. C'est l'exploration de ces différences dans un environnement sûr, positif et

enrichissant qui permet d'accepter le concept de diversité », détaille-t-il. Travailler en duo avec Saeed Hani aura permis de mêler et d'unir plusieurs approches et démarches artistiques. [fc](#)

Mulot, pas cigale

La pièce avait été créée au Centre des Arts pluriels d'Ettelbruck, elle revient au Escher Theater les 4 et 5 juin (en luxembourgeois) et le 8 juin (en français) avant les Rotondes en octobre. *Frederick*, monté par la Compagnie du Grand Boube est basé sur le récit du même titre du graphiste américain Leo Lionni. C'est spectacle musical pour les petits de trois à six ans qui met en scène, tout en poésie et en douceur, un hiver rude dans une famille de mulots. Tous font des provisions pour affronter les frimas, mais Frederick ne se joint pas à la ribambelle de ces petites mains ouvrières. Au lieu de se démener à de rudes tâches, il sommeille et rêve. Car de ses rêveries naîtront des histoires et des contes qui réchaufferont l'âme des mulots pendant les longues soirées d'hiver. Un contrepied à la punition de la cigale chantante de La Fontaine, ici mis en scène par Francis Schmit. Avec Franz Leander Klee au piano, Ann Majerus au violon et la comédienne Renelde Pierlot. [fc](#)

THEATER

Verstört-verstörende RAF

Anina Valle Thiele

Die Reise. Ein Trip ist ein rauschhaft-zersetzendes Bühnenstück, das die Akteure der RAF als verstörte, dogmatisch Parolen klopfende Opfer einer NS-Tätergeneration vorführt



Max Koch

Die Rote Armee Fraktion (RAF) genießt unter den-
kenden Linken einen ambivalenten Status, dabei
ist sie fast schon Pop. Im August 1969 hatte Bern-
ward Vesper, Sohn des protestantischen Blut- und
Boden-Dichters Will Vesper und zeitweise Verlob-
ter der RAF-Mitbegründerin Gudrun Ensslin, ein
Buchprojekt angekündigt. Er versprach eine detail-
lierte Schilderung eines 24-stündigen LSD-Trips,
vermischt mit Reflexionen und autobiografischen
Passagen, auf der Basis von Tonbandaufzeichnun-
gen. Das Projekt wurde nie abgeschlossen, Vesper
nahm sich im Mai 1971 in einer psychiatrischen
Klinik das Leben. Obwohl anfangs kaum gelesen,
wurde der Text später als eine Art Chiffre für die
RAF gedeutet. Ein Rausch unter Drogen und eine
Zeitreise – „durch Europa, auf dem Drogentrip, ins
Unbewusste, in die deutsche Seele, die Theorie, die
Kindheit, zu sich selbst, in den Tod“, heißt es im Be-
gleitheft. Die auf der Bühne zitierten Passagen sind
markig und rufen den Absolutheitswunsch und
-willen und den Deutschen Herbst in Erinnerung:
„Alle unsere Anstrengungen sind umsonst gewe-
sen, wenn wir unsere Kinder dort anfangen lassen,
wo auch wir begannen.“

In der Regiearbeit von Kathrin Herm (Dramaturgie:
Florian Hirsch), einer wienerisch-luxemburgischen
Koproduktion, wird *Die Reise* im TNL zur zweistün-
digen multimedialen Bühnenperformance. Orte, Si-
tuationen und Zeitebenen verschwimmen zu einer
düsteren Collage. Die Kulisse: ein Haus mit darauf
projizierten verstaubten schwarz-weißen Familien-
bildern. Drei Schauspieler (mit schwarzen Rollis und
roten Socken) irren über die Bühne, fallen auf die
Knie und verlesen kichernd den Einweisungsbericht
für Vesper in die Psychiatrie: Er sei mehrfach nackt
als Jesus aufgetreten ... es mündet in „für Gudrun“.

Robert Huschenbett gibt grandios durchgeknallt
Bernward Vesper, besessen von der Idee, ein Buch
zu schreiben. Alle drei Schauspieler mimen die Trias:
Verwirrung – Verzweiflung – Depression. „Wir sind
einsame Menschen – zerrissen durch Kapitalismus“.
Schwarzweiß-Aufnahmen von Studentenprotesten
werden auf das Haus projiziert. Wer eingedrungen
ist, wird sich auf einer Reise befinden! Einblicke in
das Innere der deutschen Stube legen die Stimmung
im Nach-Nationalsozialismus offen: „Wir haben die
Juden gewarnt.“ – „Die Fotos sind gestellt.“ Dazu
Aufnahmen von Frauen aus dem BDM, wie sie en-
thusiastisch den Arm zum Hitlergruß recken. Im
Hintergrund ertönen Kotzgeräusche.

„Geht doch einfach nach
Hause und denkt
darüber nach, was für ein
Scheißhaufen Ihr seid!“

„Ich hasse Deutschland, die Deutschen – dieses
herumrollende Gemüse“, bricht es immer wieder
aus den Schauspielern heraus. Die verleugnerte NS-
Vergangenheit, die Schuld der Eltern und die daraus
entfachte Wut verbunden mit Selbsthass scheinen
Vespers Text hervor; zugleich wird der unerfüllte
Wunsch in der Dauerschleife rezitiert: „Vielleicht
kommt irgendwann die Phase, wo wir cool sind und
der Hass weg ist ...“

Das Publikum begleitet Bernward Vesper dabei,
wie er in den Wahnsinn abdriftet. Während seine Mutter
ihn stillte, wurde Österreich ins Deutsche Reich ein-
gegliedert, erinnert Vesper sich und fügt lakonisch
hinzu: „Die Kindheit legt alle fest.“ Die Hacken zu-
sammen, den Arm gereckt zum Hitlergruß – eine
Stilfigur, die die Schauspieler wiederholen.

Gudrun Ensslin wird einwerfen: „Es wird ja kein
Gedanke zum Ende gebracht.“ – Ein seltener Augen-
blick der (Selbst-)Erkenntnis. Und dennoch folgt die
überdreht-überladene Inszenierung dem Dogma-
tismus der radikalisierten 68er, die im Dauerrausch
verloren scheinen ... Die Reise ans Meer führt sie nur
zeitweilig weg von ihrer Wut auf das Bürgertum, das
mit ihrem als Wahnsinn gedeuteten Verhalten eine
allzu leichte Interpretation angeboten bekommt.

Dann fällt ein Schuss, und die Bühne liegt in Tür-
kis; ein schriller Ton bleibt, der sich einfrisst wie
ein Tinnitus. Hier wäre nach einer Stunde ein guter
Zeitpunkt für ein Ende gewesen, aber das Deutsche
Haus (Bühnenbild) bricht weiter auseinander, zum
Teil sehr plakativ.

Ensslin vermerkt: „Man kann kein Buch schreiben
– ohne dass man im deutschen, braunen Sumpf ver-

sinkt.“ Dazu läuft „Go home, kill mother and father
and yourself ...“ von The Doors oder „Rejoice, re-
joice we have no choice but to carry on!“ von Cros-
by, Stills and Nash.

Im Schummrigen ritzen sich die drei, schmeißen
Pillen ein und mimen Sado-Maso-Sexszenen. Enss-
lin liest aus Vespers Konvolut und stellt irgendwann
fest: „Diese Aufzeichnungen folgen nicht irgend-
welcher Systematik...“ Die Schauspieler nehmen in
Zerstörungswut die Bühne auseinander, schieben die
Wanne in die Mitte und tauchen abwechselnd unter.
Aleksandra Corovic als Ensslin stellt ihre Brüste zur
Schau: „Die Bourgeoisie lebt exhibitionistisch!“

Irgendwann sind alle Hitler. Der Blick ins Klo sym-
bolisiert das Abgleiten in den Wahnsinn, auf dass
sich kein Gedanke mehr einstellen kann. In einer
Bilderflut laufen Aufnahmen von Studentenprotes-
ten über das Haus: Gegen Rassismus, gegen Nazis,
brennende USA-Fahnen, und irgendwie ist der Irr-
sinn der Querdenker auch nicht weit. Ans Publikum
gewandt, werben die drei: „Wir brauchen revolu-
tionäre – Autoren! Bühnenbildner! Dramaturgen!“
Nach zwei Stunden ist die Luft raus: „Wisst ihr
was, geht doch einfach nach Hause und denkt dar-
über nach, was für ein Scheißhaufen Ihr seid!“ Die
überfrachtete Regie-Arbeit hält einen in Atem; die
Schauspieler überzeugen durch eine starke Büh-
nenpräsenz. Die ideologischen Fragmente der RAF
verschwimmen in Herms Inszenierung *Die Reise*.

Aleksandra
Corovic



Ein Trip zu einem undurchsichtigen Kaleidoskop.
Am Ende der ausgefallenen Produktion bleibt so der
Eindruck, dass sich die radikalisierte 68er-Genera-
tion im Dauerrausch in Plattitüden verlor. ●

Die Reise. Ein Trip nach Bernward Vesper/Kathrin
Herm; Bühnenfassung von Kathrin Herm und
Florian Hirsch. Uraufführung. Mit: Aleksandra

Corovic, Max Koch, Robert Huschenbett. Regie:
Kathrin Herm, Dramaturgie: Florian Hirsch; Bühne
und Kostüme: Mirkam Stängl. Video: Tina Wilke;
Musik: Pola Lia Schulten; Licht: Mirjam Stängl,
Zeljko Sestak; Produktionsleitung: Florian
Eschelbach. Eine Koproduktion: Théâtre National
du Luxembourg/tangent.COLLABORATIONS, in
Kooperation mit dem Werk X-Petersplatz Wien.
Premiere am 20. Mai 2021 um 20 Uhr am TNL.
Keine weiteren Spieltermine

red
bridge
project

William
Kentridge

REDBRIDGEPROJECT.LU

KINO

Kontrollverlust

Ein Mann im hohen Alter, Anthony, lebt in seiner Londoner Wohnung allein. Seine Tochter will für ihn Betreuerinnen anstellen, die auf ihn achten, ihn pflegen. Er weigert sich. Er glaubt, allein immer noch zurecht zu kommen, doch diese Selbstbehauptung wandelt sich zunehmend in ein Gefühl der Unsicherheit. Die Selbstbehauptung stellt sich allmählich als Selbsttäuschung heraus. Theaterkennern dürfte dieser Handlungsentwurf bekannt vorkommen, er verweist auf das erfolgreiche und preisgekrönte Theaterstück *Le père* von Florian Zeller über die Wahrnehmungen eines demenzkranken alten Mannes. Mit *The Father* hat Zeller das Stück für den Film adaptiert, mit Anthony Hopkins in der Hauptrolle.

Starke Schauspielleistungen und einen überschaubaren, begrenzten filmischen Raum, mehr braucht *The Father* nicht, um großes Kino zu sein

Da wo das Kino von Demenzerkrankung, Gedächtnisverlust und Erinnerung erzählt, kommen gerne Rückblenden oder Voice Over zum Einsatz: *Still Alice* oder noch jüngst, Viggo Mortensens Regiedebüt *Falling* sind Filme, die besonders auf das Evozieren von Nostalgie, von wehmütiger Rückbesinnung auf das Vergangene zielen. Nicht so in *The Father*: Der Film ist ganz – und das ist seine besondere Stärke – um die unmittelbare Gegenwart seiner Hauptfigur herum aufgebaut: Es ist Anthony, mit dem zu leiden ist, mit ihm ist zu weinen, aber auch zu lachen. Zeller achtet besonders darauf, uns an die Erlebniswelt dieses Mannes im hohen Alter anzubinden, vergisst aber nie das größere Bild. Ausgehend von den Verwirrungen dieses alten Mannes zeigt *The Father* eindringlich, welches Leid in diese Familie einkehrt, wie da die Tochter an ihrer Verzweiflung zu Grunde zu gehen droht. Seine eindringliche Intensität bezieht der Film aus dem Kontrollverlust. So wie diesem Anthony die Kontrolle über sein Leben, seine Erinnerung, seine Wahrnehmung von Zeit und Raum, von Gesichern entgleitet, so entgleitet

dem Zuschauer ebenso die narrative Transparenz des Films.

Die erzählerische Struktur des Films und seine visuelle Präsentation korrelieren in besonderer Weise mit dem Thema des Films. In bewegten Bildern wird uns präsentiert, was, so darf man vermuten, Anthonys Erlebniswelt, seine Denkstruktur sein mag: Wiederholungen, Überlagerungen, Verdichtungen, die so angelegt sind, dass da alles früher oder später auf die komplette Resignation hinauslaufen muss. Alltagsbegebenheiten, wie die Wahl des Abendessens, werden auf die Glaubensprobe gestellt: Soll es nun Hühnchen geben, wie die Tochter mit Einkaufstüten in den Händen meint? Wenn Anthony sich dann kurz darauf in der Küche nochmals danach erkundigt, weiß niemand etwas davon; und ja, man fragt sich, was denn nun stimmt. Die Frage nach Wahrheiten oder nach der Richtigkeit der zeitlichen Abläufe der präsentierten Ereignisse kennt man aus großen Mainstreamproduktionen, doch hier sind diese Täuschungsmanöver nie Selbstzweck, sie zielen in keinsten Weise auf das unerwartet Spektakuläre. Das Misstrauen ist wohl auch in *The Father* ein zentraler Aspekt, aber: Ob da nun eine Armbanduhr gestohlen oder doch nur verlegt wurde, ob da nun ein Wandgemälde entsorgt wurde oder doch nie dagewesen war, all das ist letztendlich nicht von Belang, denn hinter diesen Verwirrspielchen, die der Film für sein Publikum bereithält, geht es um etwas ganz anderes, der Kern des Films liegt tiefer – ein Mann kämpft da mit aller Macht um das ihm Unantastbare: seine Würde.

Mit Anthony Hopkins hat Florian Zeller einen versierten Schauspieler in der Titelrolle, der diesen Film tragen und dieses Schicksal glaubwürdig machen kann. An seiner Seite spielt insbesondere Olivia Colman (*The Crown*) in der Rolle der Tochter wunderbar auf. Es sind die kleinen Gesten in dieser Vater-Tochter-Beziehung, die von dieser langjährigen und unbedingten Liebe erzählen. Das weiß Florian Zeller und auch sein Kameramann Ben Smithard. Sie sind ganz nah bei den Schauspieler/innen: *The Father* setzt besonders auf Großaufnahmen und auf die feine Mimik seines Schauspielensembles. Und wiederkehrend hält die statische Kamera diese Wohnung fest, so als ob sie den Figuren und auch seinem Publikum visuelle Anhaltspunkte geben möchte: immer wieder die Küche, der Wohnraum, das Schlafzimmer. Starke Schauspielleistungen und einen überschaubaren, begrenzten filmischen Raum, mehr braucht *The Father* nicht, um großes Kino zu sein. ●

Marc Trappendreher



Olivia Colman und Anthony Hopkins

JEUNE PUBLIC

Un imaginarium

Godefroy Gordet



La grâce de la danseuse Bénédicte Mottart

« Qu'est notre imagination comparée à celle d'un enfant qui veut faire un chemin de fer avec des asperges ? » Jules Renard occupe les murs extérieurs du Théâtre d'Esch, comme écho à *Humainimal*, spectacle jeune public qui laisse la place à l'imaginaire de chacun. La Compagnie 3637 y mêle danse, musique et peinture live pour un spectacle original qui a reçu la mention spéciale du jury « Expérience singulière » aux Rencontres de Huy en 2018. Et si « singulier » est bien le terme, on brasse aussi plein de bons sentiments, mais soit, ce n'est pas nous le public cible, mais nos jeunes, et chez eux ça prend.

C'est une cinquantaine d'enfants qu'accueillait le Théâtre d'Esch cet après-midi-là, moins que prévu, un groupe s'étant logé en quarantaine. Alors, malgré cette saloperie de virus nous rappelant chaque jour qu'on n'en sortira pas si facilement, la compagnie bruxelloise dirigée par Sophie Linsmaux, Bénédicte Mottart et Coralie Vanderlinden, permet le rêve, au détour de son joli *Humainimal*.

Depuis leur spectacle de théâtre et marionnettes *Les Désobeisseurs*, le Collectif 3637 a pris pour cible le jeune public. Dans la volonté de s'attaquer à « des sujets forts, vastes et complexes à l'image du monde dans lequel nous vivons », la compagnie multiplie les créations spectaculaires, stimulée par l'urgence d'instruire les valeurs fondamentales qui font avancer le monde. Vivre-ensemble, diversité, liberté, respect... sont ainsi autant de lignes thématiques que suivent les artistes belges, sans se restreindre dans les formes de représentations qu'ils prennent comme des multiples possibilités, du langage, aux sons, en passant par l'objet, le corps, ou l'organique de toutes choses.

Consacrés aux spectateurs en deçà de 14 ans, leurs créations dépassent largement le cadre de l'enfentillage et nous rappelle avec une certaine évidence que le jeune public ne doit pas être négligé, tant il forme le futur de notre société, ceux qui seront en scène ou en salle plus tard. C'est pour cela qu'il est essentiel d'y voir des ressorts d'importance. Et l'adulte doit considérer le jeune public, pour créer un dialogue avec ses mômes par le théâtre. Alors, comment faire rêver les gosses à l'heure de la télévision décorative, des réseaux sociaux tout-puissant, d'internet maître

C'est une leçon en prose spectaculaire que nous offre le duo en scène, faisant dialoguer trois canaux artistiques que sont la danse, la musique et la peinture

et dieu des habitudes de divertissement et d'instruction... Reste-il des rêves du vrai, ou sont-ils tous numérique, en 16/9 ?

C'est un peu la question à laquelle répondent Bénédicte Mottart (mise en danse et dessin) et Jérôme Magnée (à la musique), faisant du récurrent « écran », qu'on nous place habituellement au fond de scène, une toile à peindre. Pourtant, bien que le bourdonnement des machines électroniques, ou l'irrégularité de la peinture posée mains nues sur le blanc immaculé, engendre quelques moments d'inattention, ce sont aussi ces facteurs techniques et organiques qui nous attachent au spectacle.

La grâce de la danseuse Bénédicte Mottart, attirée comme un aimant vers la toile monumentale, pour y balancer des éclats, traces, et bourrasques de noir, nous happe rapidement dans la poésie de l'instant, celle de l'artiste dans son atelier – entendez « scène » –, même si on en oublie bien vite où elle veut en venir, ce qu'elle a prévu de peindre – entendez « dire ».

En rythmant ce drôle de processus pictural, par des ambiances, nappes et tessitures sonores électroniques, Jérôme Magnée accompagne sa comparse dans une grande écoute de ses gestes, hors et sur la toile, et du même coup nous embarque dans ce récit fantaisiste qu'on comprend par bribes, des tâches et lignes de peinture flanquées sur cette immense page blanche.

Et ça fonctionne, en témoigne le silence presque total en salle, nous faisant ravalier ce qu'on croyait des publics « scolaires ». Les jeunes sont pris dans le bestiaire que la danseuse dessine par des mouvements peinturlurés, emportée par la musique qui se constitue comme des mots racontant la fresque qui se dévoile... C'est tout bonnement une leçon en prose spectaculaire que nous offre le duo en scène, faisant dialoguer trois canaux artistiques, que sont la danse, la musique et la peinture, pour donner matière à méditer sur nos erreurs passées, notre sort, notre avenir. *Humainimal* est ainsi une gifle pour l'adulte responsable impuissant des maux de son environnement, et une reconnexion pour l'enfant qui aura bientôt à définir son rapport à ce qui l'entoure. ●

Nature secrète

Marianne Brausch

La nature aime à se cacher, disait Héraclite.
À Neimënster elle se montre dans ses aspects les plus tragiques, triviaux, rêveurs



Land(s)cape
de Lisa Kohl

Le Mois européen de la Photographie (EMoP) à Neumünster, c'est l'occasion de faire le tour du regard des photographes invités par des institutions, sur le thème de cette huitième édition, *Rethinking Nature/Rethinking Landscape*. La Luxembourgeoise Lisa Kohl, au premier étage à la chapelle, lauréate des prix Edward Steichen en 2019 et Pierre Werner en 2020 et qui, sélectionnée par Lëtzarles sera présente aux Rencontres photographiques d'Arles cet été. La Grande Région, pour les dix ans de la bourse « Regards sans Limites », expose la Belge Anne-Sophie Costenoble, les Allemands Florain Glaubitz et Thilo Seidel, la Française Émilie Violet et le Luxembourgeois Patrick Galbats dans le cloître. La française Marie Lannier, est présentée par l'Institut Français, dans la Salle voûtée.

Hormis la difficulté du parcours : trouver la nature ensauvagée de Marie Lannier, cachée entre le grand hall couvert et la cour, puis retraverser la cour jusqu'au cloître. C'est devenu un « eye catcher » des expositions qu'une grande image rétro-éclairée capte le regard du visiteur face cette fois, au grand cerf d'Anne Sophie Costenoble. Puis, il faudra monter l'escalier, tourner à gauche et découvrir, presque par hasard, l'entrée de la chapelle. Le choc des résidus laissés par les migrants sur l'île grecque de Lesbos, de Lisa Kohl, est d'autant plus fort.

Dans *Land(s)cape*, Lisa Kohl a dirait-on uniquement regardé par terre. Sur les rochers, dans les cailloux, les herbes folles, semblent s'enfoncer ce qu'on distingue encore tout juste comme avoir été quelque chose pour se couvrir. Plusieurs triptyques, prennent dans le silence du lieu, ce sens sacré de la vie disparue. Une parka semble avoir flotté sur le rivage récemment, l'eau de mer a donné la couleur du rouge du sang au vêtement rose. Et puis il y a ces stèles qui parsèment la Chapelle. Tels papiers d'identités, telle paire de ballerines ornées d'un diamant de pacotille rappellent un nom, des pieds partis dans l'espoir d'atteindre la terre promise européenne et qui se heurtent à ses bornes frontalière. Mais où sont-ils ?

Chez Marie Lannier, l'être humain se cache dans une nature ensauvagée. Il faut scruter les hautes herbes, les lianes et les racines pour y dénicher deux enfants qu'elle a suivis en Ardèche (*Le soleil des loups*). Les paysages des *Lointains*, panoramas des terres arides d'Arménie, sont photographiés de loin. Marie Lannier oblige le visiteur à se pencher pour chercher l'échelle des chemins des *Contrebandiers*. On sent chez la photographe une conteuse qui fait ressentir par la couleur les hommes en conflit et la nature indomptable – ocres et violets, terre et blanc bleuté.

Ces deux expositions sont sans doute celles qui déclenchent les réactions les plus « instinctives » de cette huitième édition de l'EMoP parce que Lisa Kohl et Marie Lannier, sont les reporters du monde dans sa sauvagerie, humaine et naturelle. Les *Regards sans Limites* des cinq photographes qui repré-

Trio d'expositions où la nature se cache et oblige le spectateur à aiguïser son regard

sentent la Grande Région, sont a contrario sans doute ceux qui cherchent à créer du lien entre l'homme et les paysages. Ainsi *Des voix silencieuses* d'Anne-Sophie Costenoble, qui, d'une résidence en Norvège, a rapporté des photos en noir et blanc dont la lumière certes froide, éclaire avec douceur des visages, des paysages. Il y a ici une absence de temporalité qui trouble la limite entre hier, aujourd'hui, demain.

L'univers de Florian Glaubitz est trivial, l'exact opposé. Ses clichés sont des saisies du quotidien domestique, d'une serre

en plastique où a peut-être poussé cette tomate, laquelle a la même forme ovoïde qu'un tas de foin ou une cabane dans les bois. Des natures mortes culturelles en somme. Et la forêt de Thilo Seidel, est-elle éclairées par la lune ou au néon ? La série dramatique sur la disparition du patrimoine naturel des Parcs nationaux américains victimes de feux s'appelle chez Émilie Violet, *Limits of Acceptable Change* alors que tout tend à penser « inacceptable ». Des arbres, encore des arbres. Patrick Galbats les photographie dans les villes où il passe. Il n'y a pas d'arbres – serions-nous à Bruxelles dans le Quartier Européen ? –, il y a des fleurs en plastique sur un arbre mort, en guise de feuilles, des perruches à collier, qui se multiplient et vivent là en société. La série s'appelle *Petits Poèmes photographiques (en prose)*. ●

Les expositions *Land(s)cape* de Lisa Kohl (Chapelle), *Les contes sauvages* de Marie Lannier (Salle voûtée), *Regards sans Limites* de Anne-Sophie Costenoble, Patrick Galbats, Florain Glaubitz, Thilo Seidel et Emilie Violet (Cloître) durent jusqu'au 6 juin à Neimënster



Limits of
Acceptable
Change
d'Émilie Violet

LUXEMBURGENSIA

Sonorous echoes

The title is more than intriguing. *Journeys into Modern Mythologies*, the new collection of poems by Tom Hengen, has you guess before you turn to the first text. Will it be a tongue-in-cheek updating of classical mythology in the Carol Ann Duffy vein or a rather more solemn affair, a revisiting of the stories humans have been inventing throughout the ages in order to cope with the predicaments they face?

Well, you will soon discover that what is on offer here is neither of these more obvious options, but a mix of approaches. Thus, the opening section creates a dialogue with Edward Steichen's *The Family of Man* and literally gives voice to the various stages in a human life. There is room for celebration as well as mourning and confusion, for hope as well as ambiguity. You meet 'Eyes purified in love eternal', but also 'The distorted mask of man belligerent'. The word 'soul', which is so often dismissed nowadays as too religious or old-fashioned, returns quite often, while various 'monochrome glimpses' become words in their uncompromising and sometimes terrible beauty.

These deep poetic bonds echo the bonds of brotherhood
Tom Hengen is celebrating throughout

Hengen succeeds both in concentrating on detail and in saluting the universal nature of the exhibition created by Edward Steichen.

The second section entitled *Pirates and Slaves* conjures up a world of old oceans and of Romantic solitude. In the opening poem the rhythm is slowed down from the very start, becoming slightly stilted, even ponderous, as alliteration follows upon alliteration. This is, no doubt, deliberate, but it hinders the flow of ideas and sounds. Things are refreshingly different in *Waltzing with the Mantis*, the next text, which draws a subtle portrait of the human condition. Elsewhere lines evoke relationships that sour or breakups that free. There is the occasional contemplative portrait of nature, but strife and destruction are always lurking in the background. Moments of isolation trigger seas of memories. You will also find a poignant homage to Ashraf Fayadh, a political poem in the old tradition, both powerful and sober. A few pages later, *Pequod*, named after the doomed whaling-ship commanded by Captain Ahab, echoes *Moby Dick* as well as Coleridge's *The Rime of the Ancient Mariner*.

In the final section entitled *Songs of a Travelling Mind*, the reader is taken on all sorts of journeys. Some are solitary, others are undertaken in welcome company: *The father, the son, and the opening sky*. Here there are campfires as well as teepees. At times the tone is lighter and more ironic, too. Occasionally, 'the wounds of age' are momentarily unbruised as 'empty skies tell stories' and words offer solace.

Often masterfully compressed, the poems in this section create an atmosphere of restlessness and constant movement. Situations and memories are recorded with clarity and dismay as the 'blissful fabric of fantasy' beckons once again. Perception flows into language. Understanding human nature, it feels, is essentially social, as it is in the photographs curated by Edward Steichen. Life becomes a journey of discovery, of closeness and sharing. Wales, San Diego, Brussels, and back once more to Wales with its archetypal landscapes. You are bound to be carried along by the enthusiasm and the energy of the language.

So it is not surprising that three lines by Walt Whitman, that giant of American literature, of open spaces and of equality, have been chosen as the epigraph to a collection which is both personal and universal. Somehow these deep poetic bonds echo the bonds of brotherhood which Tom Hengen is celebrating throughout. You are bound to feel the numerous voices within the poems come alive as soon as you sit down and let them sink in. ●

Janine Goedert

Tom Hengen, *Journeys into Modern Mythologies*, Black Fountain Press, 2021 (ISBN 978-99959-998-7-2)

THÉÂTRE ET CONFLIT SYRIEN

Quand il ne reste que l'exil

Lucien Kayser

Leyla Rabih et la compagnie du Grenier Neuf interrogent le parcours des réfugiés, leur destin nouveau



Les norias de Hama, 2011

Sans doute n’y a-t-il pas de carte postale plus pittoresque à envoyer de Syrie – pour un tas de raisons exceptons les ruines antiques, les minarets et mosquées, les souks – que les norias de la ville de Hama ; le terme désigne de grandes roues (là sur l’Oronte)

associées à un aqueduc pour puiser l’eau et irriguer et alimenter une ville. On les associe volontiers à de la lumière, et la roue mordrait l’ombre, la défierait. À Hama, où en est-on aujourd’hui, après des décennies de conflit, de combat ? Une autre roue

est passée par là, la roue impitoyable de l’Histoire, broyant la cité et ses habitants.

La Syrie, au total, a payé un tribut terrible, les dix dernières années, au moins un demi-million de victimes, de morts, quelque quinze millions de réfugiés. À Hama, cela avait commencé très tôt, dès 1982, en gros avec des affrontements entre les Frères musulmans et les nationalistes du Baath de Hafez el-Assad. La ville fut assiégée, bombardée, le fils allait faire mieux, plus grand, après le printemps de 2011 et les manifestations pour plus de démocratie. Et Hama, étape entre Damas et Alep, connu encore en 2019 des heurts entre le régime et des groupes jihadistes.

Les roues tourneront-elles un jour en paix ? Des Syriens, des habitants de Hama, ne les verront plus en vrai, il restera les photographies, les souvenirs, à eux, à un certain moment, pour sauver leur vie, il n’est resté que l’exil, il fallait tourner le dos au pays. Destination Beyrouth d’abord, ensuite un long périple hasardeux, et en plus des aléas et des mésaventures du parcours, la mise en question permanente de la personne même. Autant de périls, de risques, c’est dans ce sens que la metteure en scène Leyla Rabih, directrice artistique du Grenier Neuf, a appelé le spectacle *Traverses*, donné hier, et une dernière fois ce soir, à Neimënster.

Du théâtre face à l’histoire contemporaine, face à ses événements les plus douloureux. Et la parole donnée à ceux qui en ont souffert et continuent à le faire, car il est des plaies qui mettent du temps à cicatriser, si jamais on arrive à dépasser le plus poignant. Pareil théâtre tient inévitablement de la catharsis, mais plus que du côté du spectateur, du moins en premier, si purification de l’âme il y a, pas des passions, mais de ce qu’elle a enduré, c’est du côté des réfugiés eux-mêmes dont il s’agit de faire naître la parole. Eux-mêmes, et les acteurs à leur suite, se font récitateurs, et Leyla Rabih et son équipe se sont faits recueilleurs, les deux notions remontent à Montaigne, qui n’est pas un mauvais repère en l’occurrence.

Traverses est une pièce documentaire, on rendra compte de la représentation, développée en résidence, faite donc de témoignages, de narrations, avec tels documents sonores et visuels. D’origine franco-syrienne, Leyla Rabih est bien sûr en terrain familier, les membres de son équipe non moins. Cela aide d’un côté à l’attention aux femmes, hommes et enfants dépayés (au sens fort de chassés), à leur écoute, de l’autre à la mise en forme scénique qu’on est curieux à découvrir.

Une chose a frappé en particulier dès la description de *Traverses*. Dans le contact même de Leyla Rabih avec les communautés syriennes en exil : « d’une part, elles affichaient la volonté de souvenir, d’autre part, elles remettaient en question tout ce qui les a définies auparavant ». Irait-on jusqu’à saluer une chance, une opportunité dans une liberté nouvellement acquise, l’occasion d’une émancipation ? Et la femme de théâtre de mettre en parallèle ce qui s’est passé jadis, notamment après la première guerre mondiale, un changement dans les personnes mêmes, une interrogation, interpellation profonde et soutenue des identités. Le prix à payer, trop souvent, s’avère fort, exagéré. Les norias sur l’Oronte étaient reconnues dès 1999 comme patrimoine mondial, il n’y a rien eu de semblable pour protéger les êtres humains. Et faire changer le regard sur les réfugiés, quels qu’ils soient. ●

Traverses de Leyla-Claire Rabih. Conception et mise en scène avec Philippe Journo, Leyla-Claire Rabih, Elie Youssef Jean-Christophe Lanquetin. Travail scénographique et vidéo Morgane Paoli. Dernière représentation à Neimënster, le 28 mai à 20h

CINÉMASTEAK

Ciné-chronique

Loïc Millot

Lauréat du Prix international de la critique au Festival de Cannes, *Chronique d'un été* (1961), de Jean Rouch et Edgar Morin, constitue le film-manifeste du « cinéma-vérité », selon la célèbre formule reprise à Dziga Vertov de *kino-pravda*. Point d'interprétation par des acteurs ici, mais un film « vécu par des femmes et des hommes » et composé de « quelques moments de leur existence », ainsi que cette expérience nouvelle est présentée en introduction. Le projet est simple : il s'agit de mener, sous la forme de micro-trottoir initialement, une enquête sur le bonheur auprès de Parisiens et Parisiennes rencontrés dans la rue. Pour l'ethnologue Jean Rouch, jusque-là habitué aux pérégrinations exotiques, le projet concocté par son ami Morin est inédit ; il l'accepte pour montrer à ceux qui le soupçonnaient de se conduire en entomologiste à l'égard des Africains que les Français peuvent, eux aussi, faire l'objet d'une observation minutieuse de sa part.

Pour entamer ce tournage expérimental, les deux intellos au grand cœur sollicitent Marceline Loridan, jeune femme qui deviendra plus tard l'épouse de Joris Ivens, ainsi que Nadine Ballot qui vient de jouer dans *La Pyramide humaine* (1959) de Rouch. Toutes deux

Le documentaire gagne en profondeur en se focalisant sur une poignée de personnes aux horizons différents

mènent les premiers entretiens filmés, recueillant les confessions tantôt heureuses, tantôt accablées de la population (« Pour les questions d'argent, non, on n'est jamais heureux quand on est ouvrier », répond une dame âgée). Pareil dispositif se révèle cependant superficiel et insatisfaisant. Le documentaire va gagner en profondeur en se focalisant sur une poignée de personnes aux horizons socio-culturels différents, issus principalement de l'entourage de Morin. On y découvre Angelo, l'ouvrier révolté contre ses conditions de travail dans les usines Renault, puis Landry, le Congolais, devenant en cours de film l'explorateur de la France. Il y a Mary Lou, l'Italienne prise en flagrant délit d'errance existentielle, avec ses silences et son visage convulsionné par de douloureuses contradictions (« ça me fait du bien d'être mal », confie-t-elle à Morin, qui reste sans voix). Mais aussi Jean-Pierre, l'étudiant triste parce qu'il vient de rompre avec Marceline en même temps qu'avec ses idéaux politiques. Et des couples bien en ménage auxquels il ne manque qu'un peu d'argent pour être complètement à leur aise.

À travers cette galerie de gens beaux et émouvants d'humanité se dresse, plus largement, un portrait doux-amer de la France en cet été 1960, à l'heure de la Guerre d'Algérie, des luttes de décolonisation faisant rage et des illusions communistes vacillantes. Y percent malgré tout de remarquables fulgurances comme cette déambulation mélancolique sur la place de la Concorde lors de laquelle Marceline chuchote ses retrouvailles avec son père au camp de concentration d'Auschwitz... ou encore la naissance de l'amitié à laquelle on assiste entre Angelo et Landry, unis par un même complexe d'infériorité. Rétrospectivement, *Chronique d'un été* acquiert une valeur anthropologique certaine : toutes et tous ont une diction parfaitement limpide, un vocabulaire varié et d'une grande finesse, des livres entreposés un peu partout dans les pièces de leur petit appartement. Chacun prend le temps de s'écouter, de s'exprimer, délivrant des merveilles de réflexions, la clope au bec bien sûr...

On n'insistera jamais assez sur l'importance d'Edgar Morin, toujours en vie, et en éveil, attentif aux bouleversements de notre monde. On doit au sociologue deux références incontournables sur le cinéma (*Le Cinéma ou l'Homme imaginaire* en 1956 et *Les Stars* en 1957) et un essai qui inspirera à Roberto Rossellini la réalisation d'Allemagne année zéro (1948), tourné sur les vestiges du Troisième Reich. Laissons toutefois le dernier mot à ce duo attachant qui sillonne en aparté les couloirs du Musée de l'Homme au terme de *Chronique d'un été*. Rouch : « Nous avons voulu faire un film d'amour et on aboutit à un film de réaction, et

de réaction qui n'est pas forcément sympathique. » Et à Morin de conclure, un brin désabusé : « C'est la difficulté de communiquer quelque chose. » ●

Dans le cadre de l'Université Populaire du Cinéma, *Chronique d'un été* (France, 1961), vo, 90', sera présenté lundi 31 mai à 19h30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg



Le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s'installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l'aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l'historien Régis Moes retrace l'histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu

La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu

Heureux qui, comme Killian...

France Clarinval

À l'âge où les gamins veulent devenir pompier ou vétérinaire, Killian Crowley savait déjà qu'il voulait cuisiner. « Dès mes quatre ans, je jouais dans la cuisine, je goûtais les plats, j'épluchais les carottes », se souvient ce Belgo-irlandais, originaire de Virton. « Je suis né dans une famille ouvrière où le potager était source de bons produits, mais aussi facteur d'économies. On mangeait bien, on mangeait sain ». Il se forme à l'École hôtelière de Libramont (« une formation classique, qui mène à tout ») et enchaîne très vite les expériences en cuisine. Un premier stage au restaurant Clairefontaine à quinze ans lui fait découvrir la gastronomie, « un nouvel univers fascinant », qu'il ne quittera plus. Au Luxembourg, La Distillerie, puis La Cristallerie lui fournissent ses premières armes avant de rejoindre le groupe Ducasse à Monaco pour une saison « d'une rare intensité ». À 21 ans, il est le plus jeune d'une brigade de 24 personnes qui n'a que peu le temps de souffler. « J'ai appris la discipline et le respect de la hiérarchie qui restent des cadres essentiels dans les (très) grandes maisons. »

Deux chefs vont marquer durablement l'expérience de Killian Crowley. Ce sera d'abord Christophe Hardiquet au restaurant Bon Bon à Bruxelles auprès duquel il apprend à « voir plus loin que la cuisine ». « Le chef Hardiquet développe des centres d'intérêt dans

beaucoup d'autres domaines que la gastronomie. Il est très humain et s'intéresse à la culture, à la personnalité de ses clients. Avec lui, j'ai compris que la cuisine était un vecteur de culture et que ce n'était pas commettre un adultère que d'avoir d'autres passions. C'était un passage important pour moi d'autant que j'étais là quand nous avons obtenu la deuxième étoile. J'y ai vécu deux années incroyables ! »

L'autre « père » en cuisine, c'est le JP McMahon au restaurant Aniar à Galway (ouest de l'Irlande). Un tout autre registre : C'est un tout petit restaurant, avec 24 couverts, ouvert seulement le soir et une cuisine d'auteur revendiquée d'un chef autodidacte qui se plaît à répéter qu'il n'a jamais mangé dans un restaurant étoilé à part le sien. « On était très proche des produits et des producteurs, de la nature et de ses aléas, de la mer. » Le chef partage ses convictions, pousse ses équipes à cuisiner autrement, à sortir du restaurant et à se frotter aux autres. C'est ainsi que Killian se mesure au gratin des jeunes chefs en participant au S.Pellegrino Young Chef 2018, un concours mondial où il représente l'Irlande et le Royaume Uni et termine parmi les vingt finalistes. « Une occasion de faire connaître les produits régionaux de l'ouest de l'Irlande et surtout de créer de nouveaux contacts et amis, car la cuisine est une affaire de partage. »

Après quatre années à Galway, le jeune chef décide de rentrer au bercail natal et se lance dans une nouvelle voie avec sa propre entreprise, mais sans restaurant. Ça s'appelle Sonas, et ça veut dire « être heureux » en gaélique. Une belle ambition dans un métier plutôt réputé pour la difficulté des horaires, les rythmes effrénés et la pression des critiques et classements. « L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est tout aussi important que les meilleurs produits locaux durables. C'est quelque chose que j'ai appris en travaillant chez Aniar ».

Sa petite entreprise ratisse large et ne limite pas ses propositions et ses offres. Il travaille comme consultant pour les restaurants, aussi bien avant leur ouverture pour cadrer une carte, créer un décor (Killian se serait bien vu designer s'il n'avait pas été cuisinier), encadrer le staff, qu'à des moments particuliers ou difficiles dans la vie d'un restaurant. « Avoir un regard extérieur peut être utile pour remonter la pente, assumer une crise, accepter un échec pour mieux repartir. » Améliorer les choses pour les clients, le personnel et le producteur sont les différents axes qu'il veut suivre. « Je pense qu'il est possible de trouver de nouvelles voies pour cuisiner, pour sortir la cuisine du restaurant. La période de crise sanitaire a d'ailleurs montré à quel point ces initiatives étaient utiles et appréciées. »

Sonas s'adresse aussi aux particuliers avec des cours de cuisine très variés (par exemple le choix des produits de saison, la cuisine au feu ou la cuisine végétarienne) ou aux entreprises pour des *team building* gastronomiques. Il propose aussi de cuisiner à domicile, en fonction des saisons. « Avoir un restaurant n'est pas forcément le Graal. Ce qui me motive, c'est de continuer à découvrir, à prendre du temps pour la vie, pour la pêche et pour mon chien, mais aussi à transmettre et éduquer. Quand les gens sont à table, ils sont réceptifs, ils ont envie de connaître l'histoire des produits et des producteurs qu'on leur sert. » Il se tourne aussi vers les enfants, par exemple avec une bande dessinée – *P'tit chef* réalisée avec l'illustratrice Clémentine Latron – avec des recettes simples et des conseils pour découvrir les saveurs et leurs associations. « Pour moi, la culture de la cuisine ne doit pas être un privilège, c'est un droit. » ●



Killian Crowley choisit ses menus en fonction de ce qui pousse

Stil

LE POP UP



Romantico x Paname

À l'entrée, on reconnaîtra les beaux bouquets de « Je veux des fleurs » dont on a parlé récemment dans ces pages. Et en pénétrant dans le nouveau pop up de la Grand-rue qui hébergeait jusque-là une boutique de téléphonie, on retrouvera la patte du resto-bar Paname, dont le projet porte d'ailleurs le nom Romantico x Paname. Du Paname, on aura le café et les limonades, dont certaines alcoolisées. Quelques

douceurs viennent du Bazaar. Pour le reste, on découvre une série de meubles, surtout des sièges et fauteuils, issus de la maison de design Reed and Simon. Mais où est donc la touche romantique, vous demandez-vous ? Est-ce un clin d'œil à la nouvelle adresse de Boisante et des frères Hickey, Amore, qui vient d'ouvrir ses portes ? Que nenni. « Romantico, Romantico » est la griffe de Fanny Bervard, une joaillière qui adore manipuler les perles, surtout celles importées par des entreprises familiales italiennes (photo : GD). Autodidacte, Fanny est la fille de feu Marc Bervard, ancien opticien dans l'avenue Porte Neuve et un des plus élégants dandys que la ville ait connus dans les années 1970. La donzelle a travaillé pendant cinq ans dans le secteur de la mode avant de se consacrer à sa passion pour le bijou qu'elle imagine baroque, mais sans excès. On a déjà pu

voir ses pièces dans l'un ou l'autre pop up, mais ici, elle manipule et travaille le matériel sur place. Pour les commandes en ligne, voir sur [romanticoromanticostudios.com](#). GD

L'ENDROIT

Essenza goes Bar bar

Voler de ses propres ailes est une des passions d'Alain Messina, que l'on a connu jadis à la Feluca, le resto de son paternel



au tennis-club du Stade, où il agissait comme tavernier. En plus de se jeter d'un avion dès qu'il en a l'occasion, le dingue de skydive a aussi pris son envol comme restaurateur. C'est l'excellent Essenza dans la vieille ville qu'il gère maintenant avec entrain. Avec un associé, il a pu faire évoluer l'histoire de cette maison qui héberge aussi, ne l'oublions pas, le disco-club Apoteca aux étages inférieurs. Marc Gilbertson, le complice, est multi-entrepreneur et également l'associé de Christophe Schivre à La Chapelle à Neudorf. En rejoignant Alain sur le projet, cela leur offre l'opportunité de gérer ensemble l'entière de cette maison. Bien que la boîte du sous-sol est encore condamnée à rester fermée, les deux complices ne sont pas restés inactifs. Pour compenser cette fermeture, ils se sont unis pour reprendre le petit

local voisin où les businessmen achetaient auparavant des chemises italiennes taillées sur mesure. En un rien, ils en ont fait, avec la complicité de l'artiste Eric Mangen, un petit bar douillet dans l'esprit de celui du Bar Bar que le peintre venait d'abandonner en province. Voilà donc aujourd'hui la formule Essenza goes Bar bar : servir les drinks du bar au resto et les plats du resto au bar (photo : GD). Ou à la terrasse dans la rue de la Boucherie, comme ils l'ont fait dès la reprise et où on a pu voir toute la rue passer commande. GD

L'ENDROIT

Il Mercato

En ville, il y a plusieurs épiceries fines qui vendent des produits

italiens de qualité. Mais un vrai marché rital manquait encore. Lacune comblée par le dynamique Séverin Laface, qui, après avoir multiplié les enseignes sous le toit de Come à la maison, puis repris la Rôtisserie Ardennaise pour en faire le temple du poulet grillé, vient d'ouvrir Il Mercato, un petit supermarché de victuailles importées de l'autre côté des Alpes. C'est à Strassen, sur la route d'Arlon, dans l'ancien garage qui abritait un magasin de vêtements pour hommes que l'on peut maintenant s'approvisionner en pâtes de toutes les marques et de toutes les formes, des sauces qui vont avec, et bien sûr de vins venus de toutes les régions de la botte. Lorsqu'on tente de comparer ce nouveau shop italien à celui, très réputé d'Aldo à Foetz, que dire ? Qu'ici, tout est présenté de façon plus coquette. Qu'il y a par ailleurs moins de choix en charcuterie et fromage et aussi en



vins. Mais que l'annexe consacrée aux fruits et légumes dépasse de loin les autres, chez lesquels la gamme est plus limitée. Et puis, chez Séverin rien ne se passe sans l'agape sur place. Un pizzaiolo prépare et nappe généreusement des pizzas à la minute et à la napolitaine (photo : GD). Soit vous les emportez, soit vous les dégustez à son comptoir, au bar du fond ou sur la petite terrasse très charmante de l'arrière qui donne sur le parking maison. GD

